

# éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

OCTOBRE 2023

#134

[www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)

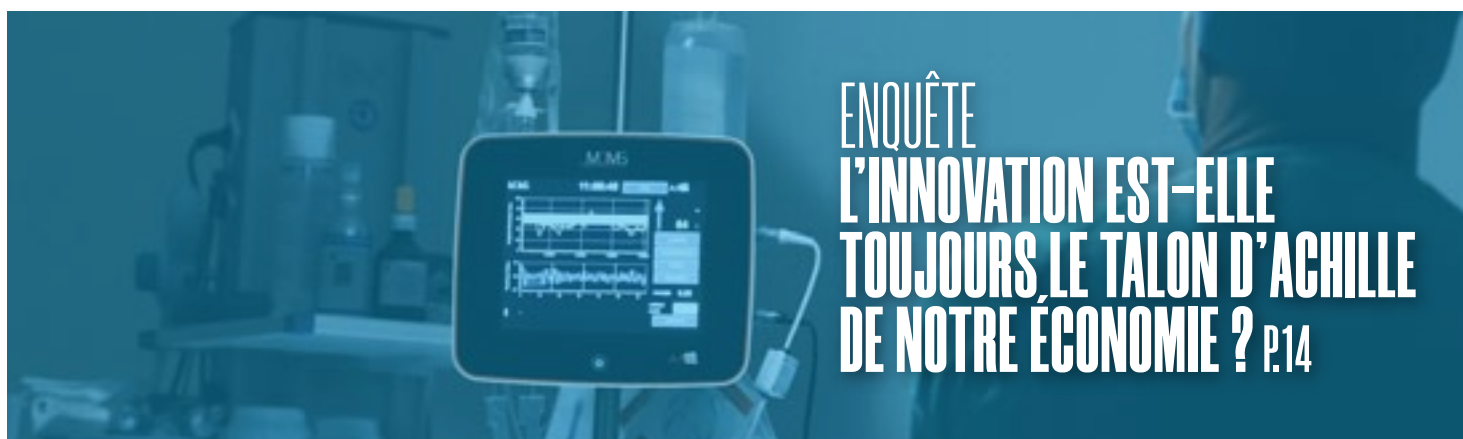
D 28899 -134- F: 7,50 €



**YANNICK DA COSTA**

DIRECTEUR RÉGIONAL LILLE BPIFRANCE

***“La Région  
a des points  
forts,  
appuyons-  
nous  
dessus !”*** P.20



ENQUÊTE  
**L'INNOVATION EST-ELLE  
TOUJOURS LE TALON D'ACHILLE  
DE NOTRE ÉCONOMIE ?** P.14

→ CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION **MAISONS ET CITÉS ACCÉLÈRE** P.25

→ **LES PRAIRIES DU BOULONNAIS** CHANGENT DE BRAQUET P.36



**Start Innovation CIC**  
**Favoriser l'innovation**  
**c'est faire avancer**  
**la société.**



**Construisons pour que le monde bouge.**





Photo ©GregLeduc

## Conjoncture : une exception nordiste ?

Les nuages noirs s'accumulent sur l'économie européenne et sur l'Hexagone. Le prix du pétrole s'envole à nouveau, tandis que l'euro au contraire semble s'es-souffler. Aux perspectives de croissance se substituent plutôt aujourd'hui celles d'une stagflation : une croissance quasi nulle, voire une récession, accompagnée d'une hausse des prix continue, même si son rythme décroît. Le volume de défaillances d'entreprises s'accélère quant à lui, et la poussée des taux d'intérêt entrave les capacités d'endettement des particuliers, des entreprises ... et des Etats. La dette à 10 ans française atteignait ces derniers jours ses plus hauts depuis 2012.

Les Hauts-de-France n'échapperont évidemment pas à ces grands mouvements de conjoncture. Pour autant, force est de constater que notre région bénéficie d'un climat de grands projets particulièrement exceptionnel. La situation est un peu comparable à l'époque où les pouvoirs

publics anticipaient la fin de l'exploitation houillère dans notre région avec l'implantation d'usines majeures pour compenser les pertes massives d'emplois attendues : Chaussou, devenu MCA Maubeuge, la Française de Mécanique ou l'usine de boîtes de vitesses de Ruitz. Mais il faut avoir en tête l'ampleur et le rythme des grands projets qui se succèdent aujourd'hui dans les Hauts-de-France pour en imaginer l'impact. Citons le Canal Seine Nord-Europe, les quatre usines majeures de batteries (ACC à Douvrin, AESC Envision à Douai, Verkor et Prologium à Dunkerque) ou la nouvelle génération de réacteurs nucléaires EPR 2 pour Gravelines.

Avec un volume d'investissements inouï à la clé : sur Dunkerque seulement, on chiffre à 40 milliards d'euros la manne céleste qui va nourrir l'industrie locale. Soit près de la moitié du PIB de tout le Nord-Pas-de-Calais d'avant fusion, pour se faire un ordre d'idée.

Autant dire que même si ralentissement économique il devait y avoir à court-moyen terme, il serait contrebalancé au moins partiellement par ces énormes moteurs relais. En maniant le paradoxe avec une certaine audace, on pourrait même se satisfaire d'une baisse de pression sur l'emploi qui devrait faciliter la vie des DRH appelés à recruter des dizaines de milliers d'emplois dans les cinq ans qui viennent.

### À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

## éco 121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€  
Siret 528 819 485 00038  
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille  
Tél. : 03 55 33 21 05  
redaction@eco121.fr  
www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Olivier Verley  
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION  
Olivier Ducuing

RÉDACTEUR EN CHEF  
Yann Suty  
JOURNALISTE  
Julie Kiavué  
A PARTIR D'À CE NUMÉRO  
Didier Nicolas  
DIRECTEUR ARTISTIQUE  
Grégory Leduc

PUBLICITÉ  
Rossel Conseil Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05

IMPRIMEUR  
Imprimerie Jean-Bernard  
Groupe Techniphoto  
ZAC de Ravennes les Francs  
Rue d'Amsterdam  
59910 Bondueux

ISSN : 2109-3792

DÉPÔT LÉGAL : à parution

# sommaire

## TENDANCES 4-13

- Top : Beau fixe pour le miel régional
- Flop : Les trajets domicile-travail dans les Hauts-de-France

## GRAND ANGLE 14-22

- L'innovation est-elle toujours le talon d'Achille de notre économie ?
- L'innovation : une longue histoire de météorites disparues
- Interview Yannick Da Costa : « La région a des points forts, appuyons-nous dessus ! »

## TERRITOIRES 24-38

- Construction-réhabilitation : Maisons et Cités accélère
- Aménagement du Territoire : vers un axe majeur Lille-Dunkerque ?
- Construction : TH Groupe va assembler 100 emplois à Saint-Quentin

## ENTREPRENDRE 40-44

- AX Group produit local et vend mondial
- Implicit : les recettes d'une TPE pour attirer les plus grandes entreprises

## DÉTENTE 46-48

- Tri Postal : la collection Vanhaerents
- Gastronomie : A peine ouverte, la Brasserie Dufour affiche déjà une grande maîtrise

## L'ATELIER AGILE : UN MODÈLE QUI S'EFFILOCHE

Le spécialiste de la confection de textile à la demande, basé à Roubaix, cherche un second souffle. Son directeur général, Guillaume Aelion, quitte la structure de 28 salariés. « *La croissance est là, mais pas dans les proportions voulues*, explique-t-il. *Avec les actionnaires, nous avons décidé de mettre en place un modèle à la croissance plus lente. Dans cette perspective, l'emploi d'un dirigeant à temps plein ne se justifiait plus.* » C'est Agathe Mouvielle, la directrice du Plateau Fertile, qui le remplace. Elle occupera le poste à mi-temps.



# 1134

C'est le nombre de postes créés en un an dans la communauté urbaine d'Arras. Le territoire compte ainsi 42 506 salariés au total. Durant la même période, le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 4%. C'est deux points de plus qu'à l'échelle régionale. Par ailleurs, 9 entreprises sont en cours d'installation ou d'extension sur les parcs d'activités Actiparc, Artoipôle 2 et Les Meuniers. Dont la Maroquinerie Thomas (250 nouveaux emplois) et la société de transport-logistique Dispam (50 à 60 emplois nouveaux créés).

## SOCIÉTAIRES INVESTISSEURS

Gros succès pour le fonds FCPR PME & Territoires lancé en mars dernier par le Crédit Agricole Nord de France et Turenne Capital. En cinq mois, ce fonds réservé aux sociétaires de la banque verte a atteint son objectif de 20 M€ levés, auprès de 1 600 personnes. Celles-ci ont souscrit des tickets de 2 500 à 100 000 €. Bloqués 8 ans, les fonds sont investis dans une sélection de Pme et Etl non cotées principalement situées dans les Hauts-de-France.

## Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUS SUR NOTRE SITE [Eco121.FR](http://Eco121.FR)

- 1 L'ancien siège de la MEL enfin cédé
- 2 Yann Suty devient rédacteur en chef d'Eco121
- 3 Damartex dans le rouge écarlate
- 4 Le RC Lens joue avec une équipe d'investisseurs régionaux
- 5 Nicolas Salvi, nouveau DG au centre hospitalier de Valenciennes



## CHICORÉE DU NORD EPV

La société familiale Chicorée du Nord, basée à Oye-Plage (62) vient de décrocher coup sur coup deux beaux labels : elle a d'abord été estampillée "PME +" en juin dernier par la Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), au titre de sa responsabilité sociétale. Elle vient cette fois d'obtenir le label d'Entreprise du Patrimoine Vivant (EPV), délivré par Bercy. L'entreprise familiale, née il y a bientôt 90 ans, exporte 70% de sa production.

## Paul version coffee shop

Le groupe nordiste Holder, à la tête des boulangeries Paul, dévoile « Paul le Café ». Avec ce nouveau concept façon Starbucks français — dont le premier a ouvert gare Montparnasse à Paris —, l'entreprise tire un trait sur les gâteaux, baguettes et autres pains pour ne laisser la place en vitrine qu'aux sandwiches et viennoiseries, accompagnés de boissons chaudes et froides. Le groupe vise l'ouverture d'une centaine de Paul le Café à horizon 2025.

# THE PLACE TO C\*

\* **CO**WORKING  
\* **CO**LIVING

\* L'endroit pour vivre et travailler ensemble



  
**NOUVEAU**  
à Villeneuve d'Ascq

## **CO**LIVING

Appartements meublés  
de 20m<sup>2</sup> à 150m<sup>2</sup>

## **CO**WORKING

Espaces partagés,  
bureaux privatifs &  
salles de réunion

C'est simple,  
**C'EST 100%  
FLEX**



+  
**ORGANISATION DE  
SÉMINAIRES SUR-MESURE**

+  
**SERVICES  
UNIQUES & DÉDIÉS**




JE DÉCOUVRE  
COWOOL



6, Avenue Halley 59650 Villeneuve d'Ascq  
welcomevda@cowool.co

**03 59 35 36 37**

**COWOOL**  
COSYLIVING & COSYWORKING

   [www.cowool.co](http://www.cowool.co)

LE  
TOP

## BEAU FIXE POUR LE MIEL RÉGIONAL



L'année 2023 devrait rester comme un grand millésime pour le miel régional. Après une année très difficile en 2021, affichant une production régionale de 566 tonnes de miel, 2022 avait permis de presque doubler ce résultat (1 134 tonnes), soit la deuxième meilleure année en dix ans, bien au-dessus de la moyenne française. Et 2023 promet d'être encore meilleure : L'Association de Développement de l'Apiculture des Hauts-de-France (50 exploitants, soit 4 300 ruches) estimait leur récolte 2023 à 250 tonnes.

Soit une moyenne de 56 kilos par ruche. L'année a notamment montré une moindre agressivité des prédateurs (frelons, varroa), une météo très favorable et surtout une floraison exceptionnelle du tilleul. Cela tombe bien, l'ADA porte un projet d'Indication géographique protégée (IGP) pour le miel de tilleul de Picardie. L'INAO en charge des agréments pourrait se prononcer dès le 12 octobre, sauf contretemps. Le miel de tilleul deviendrait ainsi le premier miel IGP en région. La région compte au total 140 exploitants apicoles et 2 900 apiculteurs de loisirs, soit 36 000 ruches en production.



« J'AI ZÉRO ESPACE AGRICOLE, TRÈS PEU DE FONCIER, PAS DE BAILLEUR, PAS DE PROMOTEUR... JE CONSTRUIS COMMENT ? »

**Eric Durand,**

maire de Mouvaux, dans la Voix du Nord, suite à la condamnation de sa ville (comme Marcq et Neuville-en-Ferrain) pour n'avoir pas construit suffisamment de logements sociaux.

LE  
FLOP

## TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL : LES PLUS POLLUANTS SONT EN HAUTS-DE-FRANCE



1,8 million de tonnes de gaz à effet de serre (GES). C'est ce qu'émettent en moyenne chaque année les plus de 2 millions d'actifs des Hauts-de-France lors de leurs déplacements domicile-travail, selon la dernière étude publiée par l'Insee Hauts-de-France. Ces émissions sont 7% supérieures à celles enregistrées ailleurs en France, (hors Paris). Car les Nordistes parcourent en moyenne de plus longues distances. Environ 129 km par semaine contre 114 km pour les habitants des autres provinces. Ainsi, les navettes domicile-travail en région

représentent 42% de l'objectif des 2 tonnes de CO<sub>2</sub>, par an et par habitant, à horizon 2050, fixé dans les accords de Paris, révèle l'Insee. Notre région est la 4e la plus émettrice de l'Hexagone, après Centre-Val de Loire, Grand Est et Normandie.

"ON A DU FONCIER, ON VOUS FAIT DES PRIX, VOUS AVEZ UN MINISTRE DU LOGEMENT !"

La main tendue de  
**Patrice Vergriete**

aux acteurs de l'habitat pour venir à Dunkerque, en besoin massif de logements pour accueillir 20 000 nouveaux salariés nécessaires aux grands projets de l'agglomération.



"ON EST PLUTÔT MEILLEURS ICI QU'AILLEURS, MAIS EN BELGIQUE, EN QUATRE MOIS, ON A TOUTES LES AUTORISATIONS. ON A UN PEU DE MARGE !"

**Yann Pitollet**

directeur de l'agence NFI, à propos de l'accueil des investissements étrangers, lors du dernier Comité Grand Lille.



"LA BOMBE SOCIALE QUE REPRÉSENTE LE LOGEMENT EST UNE DIFFICULTÉ QUE NOUS DEVONS SURMONTER"

**Jean-Marie Alexandre,**

président d'Épinorpa, à propos du contexte actuel de l'immobilier, lors de la présentation du bilan de Maisons et Cités (p25).

"ANCRAGE LOCAL, AMBITION MONDIALE, C'EST CE QUI RAPPROCHE L'AFM ET LE RC LENS"

Le message vidéo de  
**Barthélémy Ghislain**

président de l'Association Familiale Mulliez, lors de l'annonce de l'ouverture du capital du club lensois à Side Invest (lire aussi p 38)

«NOTRE 18E VILLE EST "LIVE" DEPUIS 1 SEMAINE. APRÈS LE JAUNE, ON S'EST MIS AU VERT AVEC ST ETIENNE.»

**Charles Christory,**

ex patron d'Adictiz, cofondateur du Fourgon, la start up lilloise qui signe le grand retour des boissons consignées en France.



**5 OCTOBRE :** Soirée des Clubs d'entreprises de la métropole lilloise, dès 17h45, Cité des Echanges, Marcq-en-Baroeul

**5 OCTOBRE :** Soirée Invest'Innove, dès 17h30, siège Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul

**5 OCTOBRE :** Salon Fédération des Entreprises et Entrepreneurs de France (FEEF), Lille Grand Palais

**10 OCTOBRE :** Investor Day #3 « Décarbonation, digital, IA : comment les entreprises étrangères se transforment ? », 9h - 12h30, siège de Région

**12 OCTOBRE :** Rencontre territoriales Canal Entreprises, 9h - 10h30, CCI Oise

**19 OCTOBRE :** Session pitch « Conseil économique, scientifique et technique » pour les porteurs de projets en quête de financement ou de label, EuraMatériaux

**20 OCTOBRE :** Atelier transmission « Rétroplanning d'une cession réussie », 12h - 14h, CCI Artois, Arras

**20 OCTOBRE :** Etape lilloise Fintech & Territoire, table ronde « Blockchain et investissement financier, vraie révolution ? » suivi d'un cocktail déjeunatoire, dès 11h, EuraTechnologies

# Sociétés à mission... Quel bilan après quatre ans de pratique ?

Alors que la barre symbolique des 1 000 sociétés à mission a été franchie début 2023 en France, KPMG révèle, en partenariat avec l'Observatoire des Sociétés à Mission, les résultats d'une étude inédite sur les pratiques actuelles des organisations pionnières dans le domaine.

Cette étude dresse un premier bilan des tendances observées via des exemples, décryptages et partages des bonnes pratiques, ainsi que des recommandations.

## LA RAISON D'ÊTRE, MIROIR DE L'IDENTITÉ DE L'ENTREPRISE

De manière générale, la raison d'être reflète directement l'activité de l'entreprise dans 72% des cas. Une proportion qui montre cependant que plus de 25% des sociétés étudiées contreviennent partiellement à l'esprit de la Loi Pacte, avec une raison d'être détachée du cœur d'activité. Ce phénomène illustre un point d'attention majeur pour les sociétés à mission actuelles et futures : le lien essentiel entre la « mission » (raison d'être complétée des objectifs statutaires) et les activités. Trois typologies de missions peuvent en effet être distinguées : les missions « cœur d'activité » (40%), les missions « spectre large » (20%), quasi assimilables à des démarches RSE dans leur formulation, et enfin les missions « hybrides » qui proposent un compromis entre ces deux typologies (40%).

## UNE DÉCLINAISON OPÉRATIONNELLE QUI DOIT ENCORE S'INSCRIRE SUR LE LONG TERME

Si la grande majorité des sociétés à mission du panel communiquent la déclinaison de leurs objectifs statutaires en objectifs opérationnels (86%), des divergences s'observent dans la sémantique utilisée, ainsi que dans le nombre et la complexité des niveaux de déclinaison opérationnelle retenus. En moyenne, les sociétés à mission définissent quatre objectifs statutaires, associés chacun à deux objectifs opérationnels. L'étude révèle qu'une majorité d'entreprises (58%) ont associé des horizons de temps à une partie, au moins, de leurs objectifs opérationnels, quand environ un tiers d'entre elles ont fixé des horizons pour l'ensemble de ces objectifs. Parmi ces entreprises, 62% ont fixé des horizons à moyen terme (2 à 3 ans), alors que seulement 28% affichent des objectifs à long terme (4 ans

et plus). La fixation d'objectifs à long terme constitue donc un second axe fort d'amélioration. Elle représente en réalité la démonstration concrète de la capacité de l'entreprise à s'inscrire dans une logique de progression et à utiliser la mission comme boussole dans le cadre de sa stratégie. De plus, le choix d'un horizon long terme permet d'adapter les trajectoires dans le cas où des circonstances extérieures viendraient affecter la projection initiale.

## UNE GOUVERNANCE QUI S'AFFINE PROGRESSIVEMENT

Toutes les sociétés à mission sont dans l'obligation de se doter d'une gouvernance dédiée : soit un comité de mission, soit un référent de mission. Dans les faits, on observe que la quasi-totalité des sociétés du panel ont choisi de nommer un comité de mission (98%), y compris lorsque le recours à un référent seul est possible – une tendance très prometteuse qu'il s'agira de suivre à l'avenir. Saisissant des possibilités ouvertes par la loi, 96% des comités de mission intègrent également de manière volontaire des membres externes à l'entreprise, permettant d'assurer une relative indépendance du comité et une prise de recul nécessaire à l'évaluation objective de la mission et de son avancée ■





# WORLD FORUM FOR A RESPONSIBLE ECONOMY

TERRES  
D'ENTREPRENEURS  
RESPONSABLES

worldforum2023.com  
#WFRE23

17e édition

Mardi  
& Mercredi

21&22  
NOV  
2023

Pour la première fois à  
la Cité des Échanges  
à Marcq-en-Barœul

## MA RÉGION COMPTÉ SUR LA PLANÈTE ET VICE VERSA

INVERSONS LA TENDANCE POUR UNE TRANSITION VERTE,  
JUSTE ET COLLECTIVE

### Au programme :

- Des **conférences internationales** inspirées des défis géopolitiques actuels,
- Des **expériences à vivre** autour du sens au travail, de l'innovation et du développement des greentech, de la R&D, du financement de la transition, de la réduction des inégalités ici et ailleurs...
- Des **déjeuners** pour networker et collaborer,
- **Le 21 novembre une soirée plénière marquante** en association avec Synopia, alliant savoir, créativité et célébration !

Programme et inscription : [worldforum2023.com](https://worldforum2023.com)

ORGANISÉ PAR

ALLIANCES

CO FINANCEUR

Région  
Hauts-de-France

GRANDS PARTENAIRES  
INSTITUTIONNELS

REPUBLIQUE  
FEDERALE  
DE BELGIQUE  
MÉTROPOLÉ  
EUROPEENNE DE L'ESCAUT

COMMUNAUTÉ  
NORMANDE

COMMUNAUTÉ  
BRETONNE

GRANDS PARTENAIRES

AGIR LA MONDIALE  
Pensée la Main  
sur Bonnet  
Bonguelle  
LA RÉGION NORMANDE  
EDF  
IRD  
Villogia

PARTENAIRES

A(EN)TIA  
EDHEC  
ENEDIS  
Crédit Mutuel  
GRDF  
hellio  
Schneider  
Electric  
SG  
//Alive  
NEP  
KEOUS  
W&O  
entreprises riches  
Sia Habitat  
skema  
istc

SPONSORS WORLD FORUM FOR A RESPONSIBLE  
ECONOMY

méo

SEPTEMBRE 2023

**4P-PHARMA**

**Didier Landais** est nommé Dg de la biotech lilloise, fondée et dirigée jusqu'ici par Revital



Rattenbach. Celle-ci devient présidente exécutive de la société spécialisée dans la

régénération de médicaments dans le but de développer des thérapies curatives pour des maladies graves non traitées. Diplômé de l'ESSEC et Docteur en biologie moléculaire et cellulaire, Didier Landais a notamment été Dg d'TDM Pharma en Californie ou responsable monde de l'octroi de licences du groupe pharmaceutique Servier. Depuis 2021, il était directeur des opérations et directeur commercial de la biotech londonienne LabGenius.

**BPIFRANCE FRANCE**

**Camille Mirallié** est la nouvelle chargée d'affaires innovation chez Bpifrance Hauts-de-France. Cette ESCP a d'abord évolué pendant 6 ans dans l'univers des officines à



Nantes, avant de devenir analyste en capital risque chez LBO France. C'est en 2001 qu'elle rejoint Bpifrance, à Paris, comme chargée d'affaires innovation (santé, biotech).

**ADEME HAUTS-DE-FRANCE**

**Simon Karleskind** prend la direction régionale de l'Admet Hauts-de-France, à la place d'Hervé Pignon, resté 25 ans aux manettes. Polytechnicien, il



débute en 2018 à la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés comme conseiller économie sociale et solidaire, avant d'être nommé directeur un an plus tard.

En 2020, Simon Karleskind devient sous-préfet à la relance et à la transformation à la Préfecture de Centre-Val de Loire et du Loiret. Puis, en 2022, conseiller territorialisation de la transition écologique au Ministère de la Cohésion des territoires.

**TISSERIN HABITAT**

A 49 ans, **Delphine Lhomme** est nommée directrice générale du bailleur social, filiale du Groupe Tisserin. La Nordiste, diplômée en banque, finance et négoce international, débute comme



auditeur financier chez Deloitte à Paris en 1997. Deux ans plus tard, elle intègre BNP Paribas. En 2019, après un master management de l'immobilier, elle

rejoint Groupe Action Logement à Halluin comme secrétaire générale de 3F Notre Logis, son dernier poste.

**VITAMINE T**

**Bienvenue Djomat** succédera mi-octobre à Jean-Yves Doisy à la direction générale du groupe d'insertion par l'économie. Ce Béninois de 47 ans, diplômé de Skema, a débuté comme contrôleur de gestion chez Faurecia (2007). Il rejoint Vitamine T deux ans plus tard en tant que responsable du contrôle de gestion. Depuis 2015, il était le



directeur du pôle finance, administration et systèmes d'information du groupe. En parallèle, il est depuis 2022, président de SO EDJA Bénin, filiale de Vitamine T.

**UZP HAUTS-DE-FRANCE**

**Jean-Michel Rouyer** est élu à la présidence de l'UZP des Hauts-de-France. Il succède à Isabelle Wu,

démissionnaire. Après une carrière commerciale, Jean-Michel



Rouyer fait ses premiers pas dans l'artisanat avec la création d'une entreprise familiale de couverture en 2016. Quatre ans plus tard, il ouvre une société de ramonage à Louâtre, dans l'Aisne.

**JUNIA**

**Laurent Espine** prend la direction générale de l'école lilloise d'ingénieurs Junia, après



avoir assuré une période d'intérim de cinq mois. Il succède à Thierry Occre en poste depuis 2020. Avant de rejoindre

l'enseignement supérieur, Laurent Lespine, ingénieur du CNAM Picardie, a été directeur de production chez l'équipementier automobile Mannesman Sachs à Beauvais, puis chargé de mission à l'UIMM Picardie. Il rejoint le CNAM en 2011. Il a été directeur délégué, avant de prendre la direction de l'établissement 8 ans plus tard. Par la suite il a dirigé l'EPSE, l'école WIS, l'IDRAC Business School. En 2022, il est nommé Dg de Juin XP.

**CHRONODRIVE**

A 51 ans, **Sébastien Picart** prend



la direction générale de Chronodrive. Cet ESC Clermont est un fin connaisseur du retail alimentaire. Il

débute comme directeur des hypermarchés Comptoirs Modernes en Rhône-Alpes en 1997. Quatre ans plus tard, il intègre le groupe Carrefour. Il y passe une grande partie de sa carrière, notamment aux postes de directeur des projets commerciaux, directeur régional

en Bretagne, directeur des opérations, de la transformation et du digitale ou encore Dg des supermarchés carrefour Roumanie de 2020 à fin 2022.

**CITÉ CONGRÈS VALENCIENNES**

**Delphine Verdavaine** est nommée directrice générale de la



Cité des Congrès de Valenciennes et succède à Mikael Henriot, devenu Dg de Saint-Etienne Events. Delphine Verdavaine a été

responsable commerciale du Pasino de St-Amand-les-Eaux pendant 12 ans, avant de rejoindre la Cité des Congrès de Valenciennes en 2016 comme responsable du développement commercial.

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

**Nicolas Salvi** est le nouveau Dg du Centre Hospitalier de Valenciennes et du Groupement Hospitalier de Territoire du Hainaut-Cambésis. Ce diplômé de l'IEP de Bordeaux et de l'École des Hautes Études en Santé Publique a été directeur du pôle RH du



CHU de Reims. Professeur affilié à l'École des hautes études en santé publique et chargé d'enseignement à Sciences Po

Strasbourg, il était jusqu'ici Dg adjoint du Centre Paul Strauss à Strasbourg et de l'Institut de cancérologie Strasbourg Europe. Le Centre Hospitalier de Valenciennes compte plus de 5 500 professionnels.

**PORTRAIT EXPRESS****ENEDIS****Jean-Lorain Genty**

Une nouvelle tête de réseau pour le Nord-Pas-de-Calais

A 49 ans, Jean-Lorain Genty est le nouveau directeur d'Enedis, gestionnaire du réseau électrique, dans le Nord-Pas de Calais. Il succède à Thierry Pagès, nommé directeur des achats. Après un début de carrière chez Renault puis au Boston Consulting Group, il devient directeur de l'ISAT (Institut Supérieur de l'Automobile et des Transports). C'est en 2009 qu'il rejoint le groupe EDF, au sein

d'ERDF à Lyon. Après différents postes dans des filiales de l'énergéticien à l'international, en particulier au Moyen-Orient, il prend la tête de la Direction régionale Enedis Picardie en 2016. Il y reste quatre ans. Ces trois dernières années, il s'est expatrié en Amérique, en tant que directeur général d'EDF Chili. Il supervisait aussi la Colombie et le Pérou.



# Cyber : Campus Cyber Summit, LE rendez- vous de référence en Hauts-de- France

Comment affronter et mieux se protéger face aux risques de cyberattaques ?

Le 19 octobre, le Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole tentera de donner toutes les clés lors d'une journée dédiée et destinée au tissu économique local ainsi qu'à l'ensemble de l'écosystème cyber.

Rencontre avec **Florence Puybareau**, Directrice des opérations du campus Cyber Hauts-de-France

« **O**n a envie de montrer que les Hauts-de-France sont bel et bien une terre cyber ! » Florence Puybareau, Directrice des opérations du Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole, inauguré en avril dernier, mise gros sur la première édition du Campus Cyber Summit. L'événement est prévu le jeudi 19 octobre, à l'occasion du Mois européen de la cybersécurité, au sein du campus sur le site d'EuraTechnologies.

La journée sera rythmée par deux temps forts. Le premier se tiendra le matin et s'adressera aux dirigeants de TPE-PME, aux agents et élus de collectivités. Lesquels pourront, grâce à l'intervention d'experts, (re)découvrir les risques cyber qui planent au-dessus de leur organisation et les bons réflexes à adopter. Tant pour se protéger qu'en cas d'attaque avérée. Le tout sera illustré par le témoignage de deux collectivités victimes de cyberattaques.

Par ailleurs, le Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole dévoilera son livre blanc. Celui-ci a pour but d'aider, en 10 recommandations, entreprises

et collectivités à monter d'un (ou plusieurs !) cran leur niveau de sécurité.

« On se veut pratique et pragmatique, souligne Florence Puybareau. Il faut que les visiteurs ressortent de cette matinée en sachant quoi faire et qui contacter en cas d'attaques ». Car l'objectif premier est bien de sensibiliser et armer le territoire avec des solutions concrètes.

#### Entre experts

Second temps fort du Cyber Summit : l'après-midi dédié aux professionnels, directeur des systèmes d'information (DSI), responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) et autres experts de la cyber. Au programme : une conférence plénière avec la participation de pépites régionales du secteur.

« On se veut  
pratique et  
pragmatique »

Florence Puybareau

L'occasion pour elles de raconter leur éclosion et leur aventure entrepreneuriale, synonyme d'innovation dans un milieu où le temps est plus que compté. Divers ateliers sont prévus afin d'échanger autour de thématiques plus larges comme la cyber-assurance, la quête de talents, les risques mais aussi les opportunités que présente l'IA dans la sécurité numérique, entre autres.

Les participants auront également accès à une démonstration de la plateforme CyberRange, qui permet aux entreprises de simuler des cyberattaques et ainsi de former leurs équipes.

« La journée sera très dense car il faut que tout le monde s'y retrouve ! », prévient Florence Puybareau, qui dit attendre entre 200 et 250 personnes pour cette première édition du Cyber Summit.

19 octobre  
EuraTechnologies  
Bâtiment Wenov  
9h - 20h

Accès libre sur inscription :  
<https://euratech.me/Eco121>



# RECONSTRUCTION MAMMAIRE LATTICE MEDICAL ET ROUGEGORGE DÉVOIENT UN SOUTIEN-GORGE ÉVOLUTIF INÉDIT



Lattice Medical et RougeGorge proposeront leur premier soutien-gorge évolutif cette année aux patientes françaises en essais cliniques à Lille, Strasbourg et Paris.

Il aura fallu un an et demi de recherche et développement, et de collaboration entre les équipes techniques de RougeGorge et Lattice Medical, pour mettre au point ce produit unique. L'enseigne française de lingerie, détenue par la famille Mulliez, et la start up nordiste d'ingénierie tissulaire ont conçu le tout premier soutien-gorge évolutif. Ce dernier est capable d'accompagner, pendant plusieurs mois, la reconstruction mammaire des femmes ayant bénéficié de l'implant biorésorbable Mattisse de Lattice Medical lors d'une mastectomie. L'évolutivité de ce soutien-gorge repose sur plusieurs spécificités. Rigide au démarrage pour assurer le maintien et la cicatrisation, le sous-vêtement s'assouplit au fil du temps et de la résorption de la prothèse mammaire. Il dispose de zones de contention ciblées, tout en prenant en compte celles dites sensibles en raison de la présence d'éventuels œdèmes et de cicatrices post-opératoires. Le tout développé dans un souci d'esthétique avec un design féminin accentué. « Pour ce produit, nous avons adopté une approche plus holistique, explique Julien Payen, cofondateur de Lattice Medical. Pour les femmes ayant subi un cancer du sein suivi d'une mastectomie, ce travail sur l'image de soi est extrêmement important ». Catherine Gallais, Dg de RougeGorge (700 salariés, 140 M € de C.A), complète : « Au début, les femmes portent le soutien-gorge jour et nuit. Nous voulions un beau produit. Tout en adaptant le confort et la matière. C'est la première fois qu'un soutien-gorge comme celui-ci est développé. C'est une vraie fierté pour nous ! »

## ESSAIS CLINIQUES AU CHU DE LILLE

Encore en phase de prototype, le soutien-gorge sera, dans un premier temps, fabriqué en petites séries au Vietnam, chez un fournisseur historique de l'entreprise nordiste de lingerie. Avant une fabrication, tant sur la conception que sur la dentelle, 100% française à horizon 2025. Date à laquelle Lattice Medical prévoit de son côté la commercialisation à grande échelle de sa prothèse mammaire biorésorbable et imprimée en 3D à Wervicq-Sud, chez Cousin Biotech.

## LES DEUX PARTENAIRES ESPÈRENT UNE RECONNAISSANCE DE DISPOSITIF MÉDICAL POUR SON REMBOURSEMENT

Lattice Medical a obtenu en août dernier l'autorisation d'essais de sa prothèse mammaire Mattisse. Un an après les premiers tests menés avec succès en Géorgie. « Les premiers essais français débiteront au CHU de Lille, puis à Strasbourg et à Paris. Les recrutements sont en cours, détaille Julien Payen. Une dizaine de patientes bénéficieront de notre prothèse mammaire d'ici à fin 2023. Puis, nous démarrerons des essais cliniques en Espagne dès l'an prochain ». Avec un objectif d'une cinquantaine de patientes opérées entre fin 2024 et mi-2025. Lattice Medical emploie 23 salariés et générera du chiffre d'affaires une fois Mattisse commercialisée.

RougeGorge et Lattice Medical proposeront et offriront leur soutien-gorge innovant aux premières patientes dès cette année, dans le cadre d'essais cliniques en France. En effet,

## E-COMMERCE : SENSEFUEL DÉCROCHE 3 M€ EN PREMIÈRE LEVÉE

Elle est à la tête des moteurs de recherche intégrés aux sites d'e-commerce. La jeune entreprise de Villeneuve d'Ascq Sensefuel a déjà conquis plus d'une centaine de sites marchands de prêt-à-porter, de la distribution générale ou bien du bricolage. Grâce à un algorithme basé sur l'intelligence artificielle et développé en interne, la solution de Sensefuel est capable d'orienter rapidement les consommateurs vers les articles qui seront les plus pertinents pour eux. Ainsi, l'outil de Sensefuel promet aux e-commerçants un taux de conversion deux fois supérieur en moyenne aux dispositifs existants.

Six ans après sa création, Sensefuel réalise son tout premier tour de table auprès de Pléiade Venture à hauteur de 3M€ pour 20% des parts. Une étape cruciale et stratégique pour les dirigeants fondateurs, Stéphane Vendramini, président, et Christophe Malghem, directeur général. Ils ambitionnent de booster leur développement en Europe. Avec dans le viseur l'Espagne, l'Italie



et l'Allemagne. En parallèle, ils prévoient d'enrichir leur solution de nouvelles fonctionnalités. Pour cela, Sensefuel développera de nouveaux procédés d'IA spécifiques au secteur du e-commerce qui actionnent les dernières avancées de recherche.

« Nous avons été convaincus par l'exécution de l'équipe dirigeante sur ce marché global, critique pour l'e-commerce. Rentable et autofinancée depuis le départ, Sensefuel propose une solution ROiSte qui permet d'augmenter d'environ 40% le taux de conversion de la recherche sur site », indique Constance Rietzler, directrice associée de Pléiade Venture. Sensefuel emploie une quarantaine de salariés, entre le siège Villeneuve d'Ascq et un bureau à Anvers, dont près de la moitié est dédiée à la R&D de l'algorithme.

### Posos dévoile un nouvel outil médical

La medtech amiénoise Posos, créée en 2018, est une spécialiste de la sécurisation des prescriptions médicales. Après trois ans de R&D, elle lance Posos Medical Data Base, sa propre base de données médicamenteuse. La seule en son genre entièrement encodée en terminologies internationales. Ainsi, le corps médical sera en mesure d'optimiser ses soins grâce au croisement des dernières recommandations de sécurité médicamenteuses, de gagner du temps dans ses décisions thérapeutiques personnalisées et d'utiliser la base de Posos dans le monde. L'an dernier, Posos avait levé 9,8 M€ pour développer son logiciel de recommandation de prescriptions personnalisées. Celui-ci est déjà utilisé par 85 000 praticiens dans cinq pays.

### 1,2 M€

C'est le montant que vient de lever DiagRAMS Technologies en vue d'accélérer le développement, notamment à l'international, de sa solution de maintenance prédictive, basée sur l'IA, dédiée à l'industrie. Ce second tour de table, réalisé auprès des investisseurs

historiques (IRD Nord Création, Finorpa et NFA), est également marqué par l'entrée du Groupe Ponticelli Frères. « Nous nous sommes engagés avec DiagRAMS, expert en IA industrielle, pour pouvoir offrir des services innovants à nos clients toujours plus soucieux de leurs coûts et de leurs performances », explique Christian Ponticelli, Dg délégué de Ponticelli. En apportant la bonne information au bon moment, DiagRAMS permet en effet à ses clients d'anticiper les défaillances, d'augmenter la disponibilité de leur outil de production et d'optimiser leurs performances.

La société lilloise a été fondée en 2019 par Margot Corréard, Jean-François Bouin, rejoints ensuite par Quentin Grimonprez.

### Alanna passe l'arme à gauche

C'est la fin pour Alanna (Eco121 n°132), spécialiste de l'accompagnement des familles endeuillées. La jeune pousse créée pendant le covid et basée à Euratech vient d'être placée en liquidation judiciaire. Alanna était soutenue par Bpifrance, le CE2I (Région), Orange et était lauréate Hodefi. Elle disposait d'une équipe de 10 personnes, dont 4 salariés, et recherchait jusqu'à 1M€ pour accélérer.

Alanna avait été créée par Marie-Bérangère Salmon et Baptiste Rittes, deux anciens de La Redoute.

### Wheel of Work lève 2 M€

La start up Wheel of Work, créée à Lille il y a trois ans, vient de lever 2 M€ auprès de Re-Sources Capital, de la Banque Populaire du Nord et CIC. Objectif : passer la seconde dans le développement et l'optimisation de sa plateforme. Avec ses 10 salariés, Wheel of Work accompagne plus de 2 000 freelances de haut niveau en quête de missions et des entreprises à la recherche de talents.

### Logistique de gestion : Charlie Solutions boucle son premier tour

Fondée à Lille en 2020, Charlie Solutions s'est spécialisé dans la logistique de gestion et de suivi de parc matériel dans le secteur de la construction. Ses solutions de traçabilité permettant de prévenir des vols et des pertes, d'optimiser les achats ou encore la conformité du matériel ont permis à la jeune pousse, également basée à Paris, de lever 1,5 M€ auprès de Nord Création, Finovam 2 et NFA. Mais aussi

auprès d'un fonds corporate et d'un pool d'investisseurs français regroupant entre autres Christian Nicoli (Hospimedia), Jonathan Stauber (Aliri, ex-ImaBiotech) et Joseph Graceffa (Bina CyberSec). Objectif de Charlie Solutions : consolider sa place sur le marché national et viser celle de leader de la gestion de parc matériel, tous secteurs confondus. En un an, la société d'une dizaine de salariés a prouvé l'efficacité de son modèle auprès d'une vingtaine de clients dont des géants de la construction, à l'instar d'Eiffage, Veolia et Manitowoc.




19 octobre

A l'occasion du mois européen de la cybersécurité, le Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole lance la 1ère édition de son « Campus Cyber Summit » : le lieu de rencontres privilégié de tous les acteurs de la cybersécurité en région Hauts-de-France.

De 9h à 18h  
Bâtiment Wenov, Lille

# L'INNOVATION EST-ELLE TOUJOURS LE TALON D'ACHILLE DE NOTRE ÉCONOMIE ?





Les Hauts-de-France restent à la traîne des ratios de l'innovation. Ce point faible historique de notre économie tend pourtant à s'améliorer, avec de nouveaux outils, pas seulement financiers, et une mobilisation croissante des acteurs. Où en est vraiment l'innovation nordiste ? Notre enquête.

TEXTES Yann Suty

**L**es Hauts-de-France ont-ils un problème avec l'innovation ? Quelques indicateurs pourraient le laisser supposer. Selon l'INSEE, la Dépense Intérieure de Recherche et Développement (DIRD), qui mesure l'effort de recherche, s'élevait à 1,732 Md € en 2020. Ce qui place la région à la huitième position (alors qu'elle est la cinquième la plus peuplée)\*. Soit un déficit de près de

3 Mds € pour atteindre le ratio de 3% fixé par la stratégie de Lisbonne en 2010. La R&D est aussi alimentée par les acteurs du monde académique. En 2020, on en dénombrait 5 657\*\*, chiffre là aussi peu flatteur. « Nos effectifs pèsent 3% au niveau national, ce qui est faible par rapport à notre poids démographique. On est deux fois en-dessous », confirme Etienne Vervaecke, le directeur général d'Eurasanté.

Cette faiblesse n'est pas compensée par la recherche privée. « 98% du tissu entrepreneurial régional est constitué de PME qui, par définition, ne disposent pas de services R&D », explique Olivier Varlet, l'ex-directeur général d'Euramaterials. « Nous sommes une région de grandes industries avec beaucoup de petites entreprises de sous-traitance », renchérit Frédéric Motte, le président de la Mission REV3.

La région a aussi connu quelques ratés retentissants. Certaines entreprises innovantes, avec des concepts forts, qui avaient tout pour réussir, ont explosé en plein vol (voir article page 19).

Cette anémie relative de notre R&D s'explique aussi pour des raisons historiques. Longtemps, la région fut un fief du textile et d'industries lourdes, peu innovatrices. En outre, beaucoup d'entreprises ont seulement des unités de production mais pas de centres de R&D. La faiblesse du nombre de chercheurs tient aussi aux sous-investissements publics. « En dépit de nombreux efforts, ce retard n'a pas encore pu être comblé », appuie Etienne



Après bien des vicissitudes, la biopharma lilloise Genfit s'est finalement imposée avec sa molécule phare l'Elafibranor, qui a notamment séduit la big pharma Ipsen.

→ Vervaecke. Yannick Da Costa, le directeur régional Lille de BPI France Hauts-de-France, nuance toutefois la pertinence de certains indicateurs. « *La DIRD est calculée par rapport au PIB. Or, ce dernier est porté par quelques grands pans d'activité et ne prend pas en compte les montants financiers injectés, le socle économique solide de la région, l'esprit entrepreneurial ou encore le fort soutien de la Région.* » Bruno Desprez, le président de HDFID (Hauts-de-France

**"IL FAUT BRISER CETTE CONTRE-VÉRITÉ SELON LAQUELLE ON NE PEUT FAIRE DE LA R&D QUE SI ON EST GROS."**  
**Olivier Varlet**

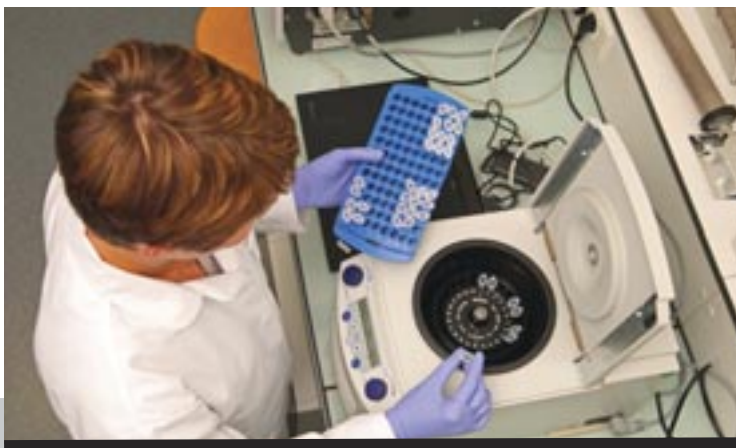
Industrie Développement), et dirigeant de Florimond Desprez, s'inscrit aussi en faux contre l'idée d'une région peu innovatrice (voir interview page 17).

**GRANDS GROUPES ET START UP**

Du reste, cette (relative) faiblesse n'est pas une fatalité. Ingredia, Lesaffre, Bonduelle ou Roquette ont acquis une dimension mondiale grâce à leur puissante capacité d'innovation. « *Ces entreprises sont devenues grosses parce qu'elles ont fait de la R&D et non l'inverse,* pointe Olivier Varlet. *Il faut briser cette contre-vérité selon laquelle on ne peut faire de la R&D que si on est gros.* »

A côté de ces grands groupes, des bataillons de jeunes pousses ont également fleuri ces dernières années, dans le sillage principalement d'Eurasanté et d'Euratechnologies. Selon Etienne Vervaecke, « *ces 24 dernières années, 55% du total régional en matière de R&D provient de la santé* ». Pour lui, le retard dans l'innovation peut être rattrapé. A condition d'investir plus fort en recherche. « *Pour innover, il faut du capital et de l'argent public.* » Or, les Hauts-de-France disposent des deux. « *En 2022, nous étions la deuxième région en termes de levée de fonds, après l'Ile-de-France* », appuie Yannick Da Costa. La crise a stimulé les sujets autour de l'innovation. « *La période est délicate ?* s'interroge François-René Letourneur, le président du directoire de Finovam. *C'est justement le bon moment pour créer des entreprises, car elles auront les armes pour être plus résilientes.* »

Les entrepreneurs peuvent aussi s'appuyer sur des structures comme la SATT Nord. Créée en 2012, la Société d'Accélération des Transferts de Technologies, qui fait partie d'un réseau de treize entités dans l'Hexagone, a pour vocation de faciliter le transfert de technologies et de connaissances de la recherche publique vers les entreprises. Elle identifie les entreprises inventives et les aide à trouver leur place sur le marché. « *SATT intervient à un moment trop en amont pour les entreprises,* explique son président, Fabrice Lefebvre. *Elle prend des risques à leur*



**UNE PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES INNOVANTES EN RÉGION**

Parmi ces entreprises innovantes, et sans prétendre à l'exhaustivité, citons Alzprotect (photo), qui développe des médicaments pour soigner les maladies dégénératives. Hemerion Therapeutics, qui a mis au point un dispositif pour soigner les tumeurs du cerveau, est en train de réaliser un tour de table de série A. Vetbiolix transpose des médicaments prometteurs pour la santé humaine aux animaux. MDoloris a conçu une technologie qui permet, lors d'une opération chirurgicale, un pilotage automatique de l'anesthésie. Axorus a créé une rétine artificielle. Ynsect et InnovaFeed ont développé chacune des farines d'insectes et levé des sommes considérables. A Amiens, Tiamat construit des batteries électriques pour voitures à partir de sodium et non de lithium. De son côté, Lattice Medical réalise des reconstructions mammaires avec un système d'impression 3D, tandis qu'Exotec, seule licorne industrielle de notre région, développe des systèmes robotiques perfectionnés pour la logistique.





En quelques années, Staphyt est devenue une ETI internationale reconnue dans les essais et la recherche agronomiques.

place. Elle aide à développer une technologie jusqu'à un stade suffisamment mature pour qu'une entreprise ait envie de l'industrialiser et de la commercialiser. »

Côté financement, la région a de nombreux moyens à sa disposition, à l'image des sociétés de gestion Finovam, Nord France Amorçage, ou encore de Captech Santé et Nutrition. Ce dernier, un fonds *early-stage* récemment lancé par Eurasanté, veut favoriser l'émergence des pépites, pour les amener à un stade de maturité qui permettra leur financement par des fonds ou des industriels.

#### L'UNION FAIT LA FORCE

« Pour réussir, il ne faut pas rester seul, mais se faire accompagner », avertit Yannick Da Costa. Les institutions régionales se montrent très actives sur le sujet de l'innovation. « L'une des grandes forces de la région, c'est sa capacité à faire travailler les acteurs de l'écosystème économique ensemble », complète François-René Letourneur.

Parmi les récentes initiatives, le Pôle Universitaire d'Innovation (PUI) a lancé, fin 2022, un appel à projet auprès des universités de France pour mettre en place des actions de coordination, mais sans créer de nouvelle structure. L'objectif est d'aider les entreprises à trouver des solutions. Le PUI des Hauts-de-France, doté de 4 M€ en juillet, s'est créé autour d'institutions →

## NEUF FACTEURS D'ÉCHEC D'ENTREPRISES INNOVANTES

- L'innovation ne parvient pas à validation
- Pas ou pas assez de clients
- Marché pas assez mûr
- La production n'augmente pas assez (problème d'échelle)
- Difficultés de financement
- L'innovation existe déjà, mais on le découvre trop tard
- Mauvais choix de l'entrepreneur
- Manque d'anticipation
- Changement de stratégie d'un grand groupe qui déstabilise l'entreprise

## QUESTIONS À... BRUNO DESPREZ PRÉSIDENT DE HDFID



### Quel état des lieux faites-vous de l'innovation dans les Hauts-de-France ?

L'idée que la région a un déficit d'innovation est partiellement fautive. Le taux de R&D dépend du type d'activité. Par exemple, dans l'industrie agroalimentaire, ce taux est de 0,5 à 3 % du chiffre d'affaires. Malgré sa faiblesse apparente, ce pourcentage représente un effort financier conséquent. Dans les biotechnologies, il peut atteindre 12 à 15 %. Dans l'aérospatiale et la défense, les chiffres sont de l'ordre de 4%. Est-ce pour autant que ces secteurs n'ont pas des innovations remarquables ? Le nombre de chercheurs n'est pas non plus l'indicateur le plus pertinent.

## “LES HAUTS-DE-FRANCE ONT UN PROBLÈME D'IMAGE”

Regardez l'Université de Lille et les entités qui gravitent autour. Combien a-t-elle d'équivalent dans les grandes métropoles françaises ? Nous disposons aussi de 70 agences, employant plus de 700 personnes. Je ne suis pas certain que toutes les régions disposent de telles ressources. Notre innovation présente aussi des faiblesses, c'est vrai. Nous souffrons d'une certaine hétérogénéité. Dans les concours nationaux ou européens, les Hauts-de-France sont trop souvent considérés comme issus d'une région frontalière fragile, caricaturée et présentée comme industrielle. Nous souffrons aussi d'un certain manque de reconnaissance auprès des instituts nationaux qui restent frileux à l'idée de s'implanter chez nous.

### Comment HDFID stimule-t-elle l'innovation ?

HDFID a un rôle de guide et d'accompagnement. Nous essayons de diagnostiquer au mieux les besoins des entreprises pour les envoyer dans les bonnes agences. Il est impératif de mieux faire connaître aux entreprises cette richesse.

Notre fonctionnement peut être néanmoins amélioré. Nous n'avons pas un suivi assez qualitatif. Pour des raisons de rapport d'activités et de sources de financements, nous avons trop souvent privilégié le quantitatif. Il nous manque un bureau des « requêtes » !

Par ailleurs, le budget de HDFID dépend essentiellement de la Région et de l'Europe (FEDER). Il est nécessaire d'avoir d'autres sources de financement que ces subventions. Pour innover, nous avons aussi besoin d'une liberté d'action, d'être source d'innovation.

### Quelles synergies peut-il exister avec les autres acteurs de la région, publics ou privés ?

Il existe déjà des actions bilatérales entre les pôles de compétitivité, les pôles d'excellence... mais nous pouvons faire mieux collectivement, par exemple sur les sujets transversaux. Il faut aussi que les gens se connaissent en travaillant ensemble, qu'ils soient plus porteurs d'affaires. Pour cela, je pense que la formation continue tout au long de la vie (FTLV) est à développer.

De nombreuses entreprises qui font de la R&D sont trop discrètes. Nous avons sans nul doute un problème d'image, des difficultés « à nous vendre ». Par exemple, les Hauts-de-France sont l'une des régions qui a le plus de diversité en fromages, mais qui le sait ?

■ Recueilli par Y.S.

(CNRS, Centrale Lille, CHU de Lille, Eurasanté, INSERM, INRIA, SATT Nord...), accompagnées par les grands partenaires économiques. La feuille de route devait être dévoilée fin septembre, pour des premières actions en fin d'année.

#### LIAISONS LIIMITÉES AVEC LA PICARDIE

Comment améliorer encore l'arsenal autour de l'innovation ? « On pourrait décentraliser un peu plus et ne pas trop dépendre de la MEL », juge Yannick Da Costa. Il cite des succès comme Eurasenior à Arras, Nausicaa à Boulogne ou Vivalley à Liévin. Il déplore aussi le manque d'interactions avec la Picardie, où les acteurs locaux ont tendance à privilégier des projets indépendants. Des initiatives ont vu le jour, comme Le Quai de l'innovation, à Amiens, ou Amiens Cluster, dont les résultats demandent encore confirmation.

François-René Letourneur estime qu'un effort doit aussi être mené sur l'après. « Il faut faire en sorte que les entreprises trouvent des clients, des partenaires et des débouchés commerciaux au niveau local. » Un travail de pédagogie est également nécessaire. « Il faut aller contre les idées reçues !, s'emporte Fabrice Lefebvre. Non, la recherche publique n'est pas longue. Les universités disposent de plateformes technologiques avec des moyens techniques et humains permettant d'initier des projets très rapidement et d'avoir des résultats en quelques semaines. » De même, les acteurs économiques ignorent les ressources publiques accessibles. « On doit faire savoir aux entreprises qu'il y a des aides publiques pour faire de l'innovation ouverte. »

Cependant, la R&D n'est pas faite pour tout le monde. « Il serait illusoire de mener une croisade vers des entreprises qui n'ont pas de marché de R&D, nuance Etienne Vervaecke. Il faut se méfier des discours visant à évangéliser des entreprises qui ne font

pas d'innovation, car elles dépendent de la structure de leur marché et des dynamiques concurrentielles. »

#### PAS MOINS DE 70 STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT

Pour stimuler l'innovation, n'est-il pas nécessaire de changer les mentalités ? « On a 235 000 étudiants et seulement une dizaine d'entreprises avec de l'avenir potentiel, souligne Olivier Varlet. Cela veut dire que la culture de l'entrepreneuriat est mauvaise ou mal travaillée. » L'ancien directeur d'Euramaterials regrette un manque de stratégie lié à la différente gestion du temps entre le politique et l'économique. « Les politiques veulent des emplois tout de suite, mais l'innovation demande du temps long, de la réflexion. »

Le nombre de structures d'accompagnement – pas moins de 70 en région – peut aussi compliquer la donne. La première annonce d'un projet de restructuration avait mis en émoi les acteurs régionaux. Frédéric Motte a annoncé que les agences régionales devraient être restructurées autour de neuf écosystèmes. Les délibérations sont prévues pour la fin de l'année. Certaines structures sont vouées à disparaître. Avec moins d'agences, sera-t-il plus facile aux entreprises de se repérer ? ■

\* En 2020, la DIRD de l'Ile-de-France s'élevait à 21,7 Mds € (organismes publics et entreprises confondus). Auvergne-Rhône-Alpes (7,5 Mds €), Bretagne (1,8), Grand Est (2,2), Nouvelle-Aquitaine (2,6), Occitanie (6,2) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (3,6) devançant aussi les Hauts-de-France. Source : INSEE.

\*\* L'Ile-de-France comptait 45 084 chercheurs en 2020 (dans les organismes publics). Pour les autres régions : Auvergne-Rhône-Alpes (16 227), Grand Est (7 285), Nouvelle-Aquitaine (6 896), Occitanie (14 929), Provence-Alpes-Côte d'Azur (9 650).

Source : INSEE.

**"IL FAUT SE MÉFIER DES DISCOURS VISANT À ÉVANGÉLISER DES ENTREPRISES QUI NE FONT PAS D'INNOVATION"**

**Etienne Vervaecke**



Ci-contre la «bio-fonderie», le cœur de l'innovation du nouveau campus de Lesaffre à Marquette, inauguré il y a moins d'un an.



Otonohm, qui avait développé cette batterie universelle avec des perspectives très prometteuses, a été placée en liquidation en juillet dernier.

## L'INNOVATION : UNE LONGUE HISTOIRE DE MÉTÉORITES DISPARUES

Certaines entreprises innovantes, qui avaient fait la Une des médias avec des perspectives très séduisantes, ont finalement échoué. Retour sur quelques fiascos retentissants de l'innovation régionale.

L'histoire économique de notre région depuis 15 ans affiche hélas une longue liste de belles entreprises parfois très prometteuses qui ont pourtant explosé en vol. Les plus anciens se souviendront d'**Osyris**, très belle entreprise de lasers médicaux, implantée à la Haute-Borne. Lancée par trois chercheurs, l'entreprise avait développé une technologie capable de soigner les varices par traitement laser, évitant ainsi une chirurgie invasive et l'immobilisation à l'hôpital. Las ! Pourtant soutenue très largement par l'écosystème régional, Osyris a finalement mordu la poussière, doublement plombée par de lourdes pertes et l'absence d'agrément du dispositif par la Sécurité Sociale. Les actifs ont toutefois pu être repris par la société lilloise LSO. A noter que le fondateur Jaouad Zemmouri a de son côté su rebondir et porte aujourd'hui une autre société innovante, Terra, spécialisée dans la captation de CO<sub>2</sub>.

Autre très belle pépite, **DelfMems**. Issue de l'IEMN, l'entreprise créée par Olivier Millet avait développé des mi-

cro-commutateurs capables de doper la longévité des smartphones. Elle avait séduit nombre de capital-investisseurs et devait investir 27 M€ dans une fonderie pour passer au stade industriel autour d'une nouvelle génération technologique et devenir ainsi un champion mondial. Sans reprendre, elle a disparu.

**Giroptic** fut une autre météorite. Lancée par Richard Ollier, la société avait développé une caméra 360° adaptable sur smartphone, particulièrement performante. Elle avait même fait figure de vedette au CES de Las Vegas en 2017. Mais les ventes n'ont pas atteint le rythme espéré et l'échec ultime d'un accord avec un géant des télécoms a scellé le sort de la société et de ses 45 salariés.

Rappelons-nous aussi de **Nénuphar**, montée par Charles Smajda et Frédéric Silvert : l'entreprise avait développé une remarquable technologie de rupture d'éolienne flottante, à axe de rotation vertical, capable de fonctionner y compris par très grands fonds. L'arrivée d'Areva à son bord, au côté de Bpifrance, devait propulser la

Malgré et presque à cause de la venue d'Aréva à son capital, Nénuphar et ses éoliennes flottantes ont sombré en 2018.

société. Les difficultés d'Areva ont au contraire précipité le naufrage, faute de grand client pilote pour se substituer au groupe nucléaire...

La société, implantée sur le campus de l'Institut Pasteur de Lille, avait levé près de 19 M€ avant de devoir mettre la clé sous la porte. Elle avait compté jusqu'à 50 salariés à son pic d'activité. Autre illustration, très récente : la start up **Otonohm** avait développé une batterie universelle multi-usages, particulièrement vertueuse sur le papier. Au point de faire entrer au tour de table TotalEnergy Ventures, Noria, Finorpa ou NFA, et de faire l'objet de très nombreux articles. Mais les retards accumulés et les pertes creusées ont finalement fait disjoncter la start up, placée en liquidation en juillet dernier.

### PROJETS PUBLICS AVORTÉS

A ces échecs entrepreneuriaux, il faudrait aussi ajouter les projets publics ou mixtes, comme le **Synchrotron** (accélérateur de particules) pressenti il y a 25 ans à Villeneuve d'Ascq, mais jamais implanté, l'échec de l'université lilloise au projet national **IDEX** (initiative d'excellence), ou encore la fin de l'**Institut Français pour les Matériaux Agro-Sourcés** (IFMAS). Plus récemment, face à une concurrence jugée parfois peu loyale, le pôle Eurasanté n'a pas réussi à transformer l'essai de sa candidature à un « biocluster » dédié aux maladies chroniques, au titre du Plan Innovation Santé 2030, et doté de plus de 80 M€ ■ **O.D.**

La camera 360° de Giroptic avait fait sensation au CES de Las Vegas en 2017. Un an plus tard pourtant la société disparaissait



YANNICK

## DA COSTA

DIRECTEUR RÉGIONAL LILLE BPIFRANCE

“LA RÉGION  
A DES POINTS  
FORTS,  
APPUYONS-  
NOUS DESSUS !”

RECUEILLI PAR Julie Kiavué et Yann Suty

**Le directeur régional Lille de Bpifrance Hauts-de-France Yannick Da Costa dresse un état des lieux de l'innovation dans la région. Il passe au crible les forces, les faiblesses et les axes d'amélioration de l'écosystème. Il pointe aussi les dispositifs de financement et d'accompagnement proposés par Bpi pour stimuler l'innovation. Rencontre.**

**La région affiche de faibles performances en matière d'innovation. Comment l'expliquer ?**

Certains indicateurs, comme le poids de la R&D par rapport au PIB de la région, pourraient laisser penser que les Hauts-de-France ne font pas partie des régions les plus dynamiques en termes d'innovation.

Mais ces données sont à prendre avec des pincettes. Il faudrait regarder quels sont les grands pans de l'activité régionale qui portent notre PIB, et si ceux-ci sont par nature innovants ou pas. On peut potentiellement se retrouver avec des indicateurs biaisés.

A l'inverse, si on regarde d'autres données, comme l'activité de financement et d'accompagnement de l'innovation chez Bpifrance, auprès de start up, Pme et Eti, nous sommes quasi systématiquement sur le podium des régions les plus actives (hors Paris) en nombre d'interventions et de montants injectés dans les projets de R&D. La Bpi étant la banque de l'innovation, son volume d'intervention me paraît logiquement représentatif du tissu de l'innovation par région.

**De beaux dossiers comme Nénuphar, Giroptic ou Otonohm ont disparu. Selon vous, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?**

Je n'ai pas les éléments de détails sur ces dossiers. Mais plusieurs raisons peuvent expliquer qu'un projet n'aboutisse pas. L'innovation est un processus risqué, avec des verrous technologiques plus ou moins complexes à lever. L'échec technologique fait partie du risque. Notre rôle, à travers les financements, est d'inciter les dirigeants à prendre ce risque d'innover. D'autre part, l'échec peut être lié à une question de timing vis-à-vis d'un marché peu ou pas assez mature. Ou à une « crise de cash ». Parfois, l'entreprise espère lever des fonds à différentes étapes-clés et cela ne se passe pas comme prévu. En quelques mois seulement, l'entreprise peut se retrouver en cessation de paiement. Même s'il y a de vraies marques d'intérêt d'investisseurs, lever des fonds prend du temps. D'où l'importance de l'accompagnement des porteurs de projet et des dirigeants.

Une autre explication peut être que le projet n'était finalement pas si innovant ou qu'il ne s'adressait pas au bon marché, au bon consommateur. C'est toute la différence entre l'invention et l'innovation.

**Le nombre de chercheurs et de centres R&D reste moins élevé chez nous. Cela illustre aussi une innovation moins forte qu'ailleurs...**

Là encore, il faut modérer le constat fait à partir de ces indicateurs. Notre région est (par exemple) très bien placée chez Bpifrance en ce qui concerne le financement de projets d'innovations de rupture issues de laboratoires de recherche. Cela démontre une belle dynamique liée aux transferts de technologies des chercheurs vers nos entreprises.

Notons également qu'une partie des investissements en région est issue d'entreprises étrangères ou de groupes dont le siège est en dehors de la région, mais, qui s'implantent chez nous pour industrialiser des innovations nées ou accompagnées dans d'autres territoires. L'innovation n'a donc peut-être pas été développée ici mais en fin de compte, les Hauts-de-France permettent de concrétiser les projets. Nous sommes une terre fertile à la création d'entreprises avec la présence de foncier disponible aux portes de Paris, d'un écosystème facilitateur pour l'implantation de groupes français ou étrangers... Je suis plutôt optimiste, nous avons tout un écosystème d'acteurs engagés et qui travaillent bien ensemble.

**Pour autant, tout n'est pas parfait...**

En effet, cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas mieux faire, mais nous partons d'un socle solide, porté par un fort esprit entrepreneurial dans notre région et un écosystème puissant concerné par l'innovation. La Région nous dote de fonds pour nous permettre d'accompagner encore plus massivement. La Région Hauts-de-France est la première avec qui Bpi a travaillé sur le financement de la *deep-tech* par exemple !

Puis, nous disposons d'incubateurs de renom sur le territoire qui stimulent l'émergence d'innovations et de start up. Nous travaillons également à travers des partenariats avec la SATT Nord, les écoles et les laboratoires de recherche pour aller chercher l'innovation le plus en amont possible.

**Mais que pourrions-nous faire de mieux ?**

Peut-être décentraliser davantage par rapport à la MEL qui bénéficie d'un tropisme logique. Même s'il est évident qu'il se passera toujours plus de choses dans la MEL qu'ailleurs en région, nous devons collectivement travailler pour mieux mailler le territoire. Nous avons des axes de progrès. Les différents acteurs en sont conscients et c'est pour cette raison que des incubateurs de renom se sont installés ailleurs, comme Vivalley à Liévin, Eurasenior à Arras ou Blue Living Lab chez Nausicaa à Boulogne-sur-Mer. De même, beaucoup d'EPCI sont volontaristes et travaillent pour attirer des start up sur leur territoire plus ou moins éloigné de la MEL. L'autre axe à travailler en matière d'innovation est celui des Pme-Pmi qui sont plus matures et qui doivent continuer à innover pour garder leur avance technologique et/ou se démarquer de la concurrence. Pour certaines, c'est dans leur ADN et nous les accompagnons avec des dispositifs incitatifs tels que des prêts à taux 0. Pour d'autres, c'est moins évident car elles ne disposent pas des moyens humains,



techniques ou financiers nécessaires. Notre rôle est de leur faire profiter de notre réseau d'accompagnement et de nos dispositifs de financement pour les pousser à innover.

#### Comment se passent ces accompagnements ?

Nous proposons aux entreprises des diagnostics qui se traduisent par du coaching de dirigeants, de porteurs de projet, de chercheurs. Nous les mettons en relation avec des cabinets de conseil indépendants. L'idée est de leur donner toutes les armes dont ils auront besoin pour maximiser la réussite de leurs projets. Et là aussi, au sein de Bpi, c'est en Hauts-de-France que nous réalisons le plus de diagnostics « innovation ». Cette année, nous visons les 100 diags rien que sur ce volet innovation !

#### Côté financement de l'innovation, quels sont vos dispositifs ?

Nous nous appuyons sur des dispositifs nationaux mais aussi régionaux pour accompagner les projets du territoire. La Région nous confie une partie de son budget pour que nous intervenions encore plus massivement. En 2022, cela a représenté un engagement d'un peu plus de 19 M€ sur fonds de la Région. Un budget plutôt en hausse ces dernières années dès lors qu'on y intègre les dispositifs nationaux déclinés dans les régions comme « France 2030 régionalisé », qui finance aussi l'innovation.

Nos dispositifs de financement, sous forme de subventions, d'avances récupérables ou de prêts, nous permettent de financer des entreprises, quel que soit leur stade de maturité, et quel que soit le stade de maturité de leur projet, depuis les phases d'idéation, jusqu'à l'industrialisation, en passant par les étapes de R&D.

Nous intervenons également en prêts en parallèle de la recherche de fonds propres, pour pallier les tensions de trésorerie que les start up peuvent rencontrer lors de cette étape critique de leur financement, ou encore après la réalisation effective d'une levée de fonds aux cotés des investisseurs, toujours dans cet objectif de renforcer la trésorerie. Ces prêts disposent d'un différé de 3 ans pour laisser le temps aux entreprises de se positionner sur leur marché. L'an dernier, nous avons injecté 228 M€ pour le financement de projets régionaux innovants, ce qui a permis de faire levier pour atteindre 478 M€ de financements au global pour 450 bénéficiaires.

#### Peut-on s'attendre à de nouveaux outils financiers ?

Nous innovons nous aussi avec de nouveaux dispositifs. Nous avons lancé en 2022 le Prêt Nouvelle Industrie (PNI) pour financer la phase d'industrialisation des innovations développées. Lorsqu'il s'agit de débloquer des fonds pour la première usine d'une start up, c'est souvent trop tôt pour le monde bancaire privé et, côté Bpi-France, nous intervenons massivement sur les étapes de développement précédentes mais étions limités lorsqu'il s'agissait de passer à l'échelle industrielle. Il y avait donc une faille à ce stade. Le PNI nous permet de co-financer la

création d'une première usine (ou d'une usine pilote) et peut aller jusqu'à 15 M€ sur une durée de 15 ans et sans garanties. C'est un dispositif national mais nous avons déjà quelques beaux sujets en région.

Nous lançons également une Bourse French Tech « Lab » qui permettra d'intervenir avant même la création d'une start up. L'idée est de soutenir le développement business d'un projet *deeptech* issu d'un laboratoire de recherche, qui a déjà bénéficié d'un financement en maturation ou pré-maturation sur le volet technologique, mais cette fois-ci pour financer et couvrir divers sujets tels que la recherche de cofondateurs ou les études de marché permettant d'aboutir à la création d'une entreprise et d'en maximiser les chances de réussite.

#### L'idée est-elle de faire évoluer le chercheur en entrepreneur ?

Un chercheur est mis en avant par ses publications. Nous souhaitons que ce soit aussi le cas lorsqu'il crée une entreprise pour exploiter le fruit de ses recherches. Nous voulons leur permettre de créer une entreprise à partir de leur innovation, d'adresser un marché, de créer de la valeur et de l'emploi. Certains chercheurs ont du mal à se transformer en entrepreneurs alors-même qu'ils en ont l'envie. D'autres n'y pensent même pas.

**L'économie régionale a été malmenée par une succession de crises dont bien sûr le covid. Quel a été l'impact sur l'innovation ?**  
Le covid aura permis de faire consensus sur la

nécessité de relancer l'industrie, relocaliser, innover pour réduire notre dépendance vis-à-vis d'autres pays. Chez Bpi, nous en étions conscients puisque nous avons participé dès 2017 au lancement de la French Fab qui a pour but de fédérer les industriels et renforcer la promotion de l'industrie française. Les crises de ces dernières années ont accéléré le mouvement et l'innovation est l'une des clés permettant ce renouveau industriel.

D'ailleurs 2022 a été une année record pour les levées de fonds, notamment auprès de start up industrielles !

#### N'est-ce pas tout simplement un effet de rattrapage, largement aidé par de gros dossiers comme Exotex ?

Ça peut l'être. Mais 2022 reste un record aussi bien au niveau national que pour la région, puisque les Hauts-de-France ont occupé la deuxième place des régions ayant connu les plus fortes levées de fonds, après l'Île-de-France.

#### Quelles sont vos prévisions pour 2023 ?

Nous ne serons certainement pas sur les mêmes bases que 2022. Les taux directeurs ont

fortement augmenté, ce qui peut avoir pour effet de réorienter une partie des ressources sur des placements moins risqués au détriment d'investissements dans des start up innovantes. Pour autant, il existe dans notre région un nombre important de business angels, d'investisseurs indépendants, de petits groupements d'entreprises qui permettent aux start up de réaliser leur première levée de fonds. Ces investisseurs-là sont encore présents.

#### Comment cela se traduira-t-il dans l'activité de Bpifrance ?

L'année n'est pas terminée. Mais en tout cas, dans les Hauts-de-France, 2023 restera dynamique pour l'innovation. Nous restons optimistes, c'est l'une de nos valeurs d'ailleurs. Nous poursuivons le travail d'accompagnement et de communication avec l'aide de tout l'écosystème de l'innovation. L'objectif est d'intervenir le plus en amont possible des projets et de maximiser ainsi l'émergence en nombre de start up et donc, le cas échéant, du nombre et des montants de levées de fonds.

#### Quels seraient vos conseils aux entreprises qui souhaitent innover davantage ?

C'est une course contre la montre. Il faut aller vite et massivement. Si le projet est cohérent, qu'il y a une preuve de concept solide et que la solution développée s'adresse à un marché à fort potentiel, il ne faut pas perdre de temps. Alors, mon conseil ? Rester ambitieux et surtout se faire accompagner ! La région est attractive et dynamique, appuyons-nous dessus !

“BPI FRANCE ESSAIE  
D'INTERAGIR À TOUTES  
LES ÉTAPES DE L'INNOVATION”





d'  
**ENTREPRISE LOCALE**  
à  
**PATRIMOINE RÉGIONAL**

**LES ENTREPRISES QUI FONT LA RICHESSE DE NOS RÉGIONS MÉRITENT AUSSI DE FIGURER AU PATRIMOINE.**

C'est pourquoi Banque Populaire soutient nos entreprises locales comme la Fromagerie Sainte Godeleine, laiterie et fromagerie artisanale sur la Côte d'Opale.

**BANQUE  
POPULAIRE** 

la réussite est en vous

# AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : VERS UN AXE MAJEUR LILLE-DUNKERQUE ?

Alors que le barycentre des très gros projets se déplace clairement vers la côte, le dernier Comité Grand Lille s'est interrogé sur le devenir de nos métropoles. Avec un tandem Lille-Dunkerque appelé à émerger.

Le dernier Comité Grand Lille du 15 septembre n'a pas fait dans la langue de bois. Devant un parterre de 350 décideurs, plusieurs grands élus régionaux ont planché sur le thème : « *quel réseau de métropoles pour les Hauts-de-France ?* » Une question dont l'acuité se fait plus forte avec les annonces récentes de projets majeurs qui vont tous s'implanter hors de la capitale régionale, dont beaucoup à Dunkerque : deux « gigafactories », Prologium et Verkor, la décarbonation d'ArcelorMittal ou les futurs EPR, pour n'en citer que quelques-uns. « *On assiste à une période de transformation tout à fait étonnante, inédite* », observe Jean-Pierre Letartre, président du CGL, qui liste 40 milliards d'investissements, plus que le Grand Paris. « *Il faudra trouver des sous-traitants en région, il y a là un enjeu majeur pour le tissu économique régional* ».

Patrice Vergriete, président de la Communauté Urbaine de Dunkerque et nouveau ministre du Logement, a rappelé que ces implantations traduisent un travail de très longue haleine entamé dès 2014, et qui embarque l'intégralité des acteurs dunkerquois. « *Il faut un potentiel à la base, mais un territoire, ça fonctionne quand tout le territoire est aligné.* » Aujourd'hui, l' élu tend clairement la main à la métropole lilloise. « *Le port de Dunkerque est le port de Lille ! Votre port n'est pas à Anvers* », s'exclame-t-il, estimant que « *l'hypermétropolisation est une erreur. Il faut rééquilibrer les pôles avec un projet de transport et de logement* ».

Xavier Bertrand a tapé sur le même

clou, plaidant vivement pour un axe Lille-Dunkerque. « *L'avenir, la clé, c'est Lille-Dunkerque. Ce rapprochement est indispensable, en termes de gouvernance. Qu'attendez-vous pour que le Comité Grand Lille devienne le Comité Grand Lille Dunkerque Littoral* » a-t-il asséné. Non sans tacler au passage l'échec du transfrontalier, avec des Belges qui seraient plus désireux de défendre leur intérêt que de développer notre région. « *On n'avance pas avec les Belges, on n'y arrive pas. Je crois qu'en fait, ils ne veulent pas* », a renchéri Patrice Vergriete.

## SENTIMENT DE SUFFISANCE

L'axe Lille-Bassin minier est-il toujours d'actualité ? Il reflète une vision du XXI<sup>e</sup> siècle selon le nouveau ministre. Tandis que Xavier Bertrand se dit prêt à financer le projet de RER (9 Mds €) à condition que l'Etat et l'Europe s'engagent, et seulement une fois que le barreau Creil-Roissy sera sur

« *ON N'AVANCE PAS AVEC LES BELGES. JE CROIS QU'EN FAIT ILS NE VEULENT PAS* »  
PATRICE VERGRIETE



les rails. En l'absence de son président Damien Castelain, Francis Vercamer a estimé pour sa part que la MEL avait déjà dépassé les frontières administratives depuis longtemps, jugeant que le vrai problème est d'abord celui de la mobilité. Brigitte Fouré, maire d'Amiens, a rappelé quant à elle le traumatisme que fut la fusion des régions et le sentiment de déclassement, et se montre désireuse de nouer des liens avec les autres métropoles, dont Lille. « *Encore faut-il un climat qui permette de travailler ensemble et de complémentarité entre nous (...), qu'il y ait aide et assistance et non pas un sentiment de suffisance comme il était d'usage de se comporter* », a-t-elle grincé ■ O.D.





# CONSTRUCTION-RÉHABILITATION : MAISONS ET CITÉS ACCÉLÈRE

**DOUAI.** Malgré un contexte immobilier morose, le premier bailleur social de la région a respecté ses engagements. Mieux, il donnera un coup de booster à son activité de construction et de réhabilitation à court terme.

Ces derniers mois, à l'instar de tous les professionnels de l'immobilier, le bailleur social Maisons et Cités a dû faire face à des conditions macro-économiques difficiles. Augmentation des coûts, nouvelles conditions de financement du logement, fermeture de certaines entreprises du bâtiment... tout est réuni pour mettre un coup de frein certain à l'activité de construction et de réhabilitation de logements du premier bailleur régional. Et pourtant ! A la présentation de son bilan 2022, et ses perspectives à horizon 2024, Maisons et Cités a brossé un tableau positif.

« En sortie de confinement, un accord-cadre a été établi jusque fin 2024 entre nous et nos entreprises sous-traitantes. Il nous offre de la visibilité sur le nombre de logements en construction à venir et permet aux entreprises de prévoir leurs recrutements, détaille Jean-François Campion, Dg de Maisons et Cités. « Ce qui ne nous empêche pas d'avoir des discussions régulières avec nos sous-traitants. C'est du cas par cas », complète Frédéric Chéreau, président de Maisons et Cités et maire de Douai.



## BUDGET EN HAUSSE

Ainsi, l'an dernier, le bailleur a mis en vente 257 logements (contre 220 en 2021) et prévoit d'en vendre près de 275 cette année. Côté neuf, 314 logements ont été livrés. Gros coup d'accélérateur cette année : 798 nouveaux logements devraient compléter le parc de Maisons et Cités, lequel comptait 64 300 logements fin 2022. Le bailleur HLM annonce la livraison de 744 logements neufs l'an prochain. Au total, Maisons et Cité a injecté 322 M€ dans son patrimoine. Un budget en hausse d'environ 17% sur un an. Et qui va encore s'accroître de près de 30 M€ cette année pour atteindre les 350 M€.

Par ailleurs, Maisons et Cités se dit dans les délais fixés pour la mutation du territoire à travers l'Engagement pour le renouveau du bassin minier (ERBM). Une quarantaine de cités figurant dans le parc du bailleur social sont concernées, soit plus de 20 000 logements. Ceux-ci devront atteindre la classe énergétique C dans les cinq ans. 1 737 logements ont été réhabilités l'an dernier. Là aussi, Maisons et Cités ambitionne de monter en intensité puisqu'il prévoit de livrer 2 830 logements au dernier trimestre 2023, tout en lançant 3 090 nouvelles commandes. En 2024, un peu plus de 3 400 ordres de service

devraient être lancés et 3 800 logements réhabilités livrés.

A mi-parcours, soit entre 2018 et 2022, Maisons et Cités a permis à 6 895 logements d'afficher l'étiquette énergétique C.

Pour soutenir la réhabilitation de son parc, dans le cadre de l'ERBM, le bailleur a revu son tour de table avec ses actionnaires, l'Épinorpa et CDC Habitat. Ce dernier a réalisé un apport de 99 M€ début 2023, augmentant ainsi sa participation à 49% (à part égale avec l'Épinorpa) et amenant 49 M€ de ressources supplémentaires à Maisons et Cités ■ J.K.



## Le CETI à nouveau menacé

« L'avenir de l'association semble menacé, à brève échéance, si elle ne parvient pas à trouver un modèle économique viable et moins dépendant de financements publics ». La chambre régionale des comptes vient de rendre un rapport assez alarmant sur la situation du Centre Européen des Textiles Innovants CETI à Tourcoing. Créé en 2007 avec le soutien massif des pouvoirs publics pour son investissement initial (plus de 40 M€) comme pour son fonctionnement, il a toutefois frôlé la cessation de paiements en 2017-2018 avant d'être sauvé par un accord d'apurement des dettes. Mais les magistrats pointent une situation à nouveau préoccupante, avec une dépendance aux subventions qui s'accroît, dans un contexte de risque juridique sur plusieurs champs (droit du travail, aide d'Etat et fiscalité, notamment en matière de Crédit Impôt Recherche).

## CHER STADE, SUITE

Le long contentieux de huit ans entre la MEL et Elisa, filiale d'Eiffage en charge de la construction puis l'exploitation du stade Pierre Mauroy a connu son dénouement en première instance. Le tribunal administratif de Lille a condamné la MEL à verser 28,5 M€ (plus les intérêts) à Elisa. Le stade a été réalisé au terme d'un partenariat public-privé où les deux protagonistes ont rapidement accumulé un certain nombre de litiges. A l'origine, Elisa avait envisagé de réclamer 150 M€, un montant finalement réduit à 50 M€, entendu donc en partie seulement par la justice administrative.

La MEL assure avoir déjà provisionné ces sommes.

## L'ADIE HAUTS-DE-FRANCE EN QUÊTE DE BÉNÉVOLES

Pour poursuivre l'accompagnement des entrepreneurs locaux, l'association Adie Hauts-de-France recherche de nouveaux bénévoles. Ceux-ci sont essentiels pour les commerçants, les créateurs de bijoux ou encore les restaurateurs, souvent au chômage ou aux minima sociaux lorsqu'ils se lancent dans l'entrepreneuriat. Ces fondateurs d'entreprises, financés par l'Adie régionale, n'ont pas les moyens de faire appel à des services de conseil. Pour leur proposer un accompagnement professionnel gratuit, l'association compte donc sur l'engagement de ses bénévoles pour assurer l'animation d'ateliers collectifs de formation ou pour proposer un accompagnement individuel.

## MEL : l'ancien siège de la rue du ballon enfin cédé

La MEL a finalisé la cession de son siège historique rue du ballon à Lille le 11 septembre. Le groupement Vinci Immobilier- BNP Paribas Real Estate acquiert ce site de 3 hectares, pour 95 M€. La procédure de cession avait débuté en 2018. Idéalement placé au pied de Lille Europe, le lieu doit être transformé en un nouveau quartier comprenant 280 logements, 67 000 m<sup>2</sup> de bureaux, et 2 000 m<sup>2</sup> de services et commerces. Il comprendra aussi un minimum de 8 000 m<sup>2</sup> d'espaces paysagers. Les permis de construire ont déjà été validés par la mairie de Lille. Il s'agit à la fois de renaturer et de densifier l'ancien siège de la MEL. Les travaux devaient démarrer dès la fin septembre.





## EMBALLAGES RECYCLABLES : L'AMÉRICAIN RESTALK INVESTIT 38 M€ À SOISSONS

La société de Los Angeles ReStalk pose un pied à Soissons, dans l'Aisne, pour y investir quelque 38 M€ dans sa toute première usine d'emballages recyclables à base de résidus agricoles (comme les copeaux de paille de blé). L'unité, attendue pour début 2025, produira des emballages sans plastique pour le secteur agroalimentaire et de la papeterie et du carton haut de gamme pour l'industrie. Avec ce projet, ReStalk vise la création d'une centaine d'emplois et 100 M€ de chiffre d'affaires en 2030.

## SUPPLY CHAIN : VEKIA SOUS SAUVEGARDE

Vekia, spécialiste de la gestion de la supply chain à l'aide de l'IA, vient d'être placée en procédure de sauvegarde, accompagnée d'une période d'observation de 6 mois. Pendant la pandémie, la société fondée en 2008 par Manuel Davy a accumulé les dettes. Une « période à blanc » pour l'éditeur, sans possibilité d'instaurer le chômage partiel afin de poursuivre le suivi de ses clients. Mais depuis, l'activité est repartie à la hausse. Pour autant, « nous avons pas mal de prêts en cours, le

remboursement de notre PGE... l'appui du tribunal est nécessaire pour nous aider dans nos négociations avec les banques. On a besoin de souplesse », indique Manuel Davy, à la tête d'une vingtaine de salariés. En 2017, Vekia avait bouclé un tour de table remarquable de 12 M€ auprès de Serena Capital, Bpifrance et ses actionnaires historiques, Pléiade Venture, Caphorn et ZTP. L'année suivante, l'entreprise a décroché près de 2 M€ de plus auprès de Bpifrance.

## Skema avance ses pions aux Etats-Unis

La business school nordiste Skema annonce être en négociation exclusive en vue d'acquiescer le Fashion Institute of Design and Merchandising (FIDM), une école dédiée aux métiers des industries créatives située à Los Angeles. Si l'opération est actée par les autorités américaines, les formations business et management du FIDM (suivies par près de 1000 étudiants) seront délivrées sous la marque "Skema business school L.A" début 2024. En fonction de leur cursus, certains étudiants américains auront la possibilité de compléter leur emploi du temps avec des programmes enseignés à Skema.



## PICARDIE GRANULATION VA FABRIQUER 100 000 TONNES DE PELLETS PAR AN

Un spécialiste de la fabrication de pellets vient de naître. Dirigée par Simon Linéale et Jean-François Saugey, Picardie Granulation va s'installer dans les locaux de l'ex-Lunor, un spécialiste de l'agroalimentaire, à Chaulnes, dans la Somme. L'entreprise produira 100 000 tonnes de granulés par an, soit 4% de la consommation française, à partir de biomasse (rondins de bois, plaquettes, écorce, sciure). La production commencera au premier trimestre 2025. Elle pourrait atteindre 140 000 tonnes en 2027. Trente salariés devraient être recrutés l'an prochain. Le coût total du projet est estimé à 39 M d'€.

# BATTERIES : SUEZ ET ERAMET S'UNISSENT DANS UNE UNITÉ MAJEURE DE RECYCLAGE

**DUNKERQUE.** Le duo Eramet-Suez annonce son projet de créer un site de démantèlement et d'extraction des matériaux des batteries en fin de vie.

Après les deux gigafactories Verkor et ProLogium et l'usine XTC-Orano (matériaux de cathodes pour les batteries au lithium), Dunkerque va encore conforter son positionnement central dans la Vallée de la batterie émergente. Ce sont cette fois les géants Suez et Eramet qui ont annoncé le 22 septembre leur intention commune d'implanter une usine duale : d'un côté une unité de démantèlement de batteries, de l'autre une unité d'extraction des métaux stratégiques (nickel, cobalt, lithium...) dans la « blackmass ». Baptisé ReLieVe, ce projet est prévu dans le périmètre du Grand Port Maritime de Dunkerque. Il est calibré pour traiter 50 000 tonnes de modules de batteries par an, l'équivalent de 200 000 véhicules. Soit un volume cinq fois plus élevé que le projet du canadien Li-Cycle annoncé en début d'année pour s'implanter à Harnes (photo). Les deux industriels n'indiquent pas encore à ce stade l'investissement qui serait mobilisé. Selon les collectivités le projet serait porteur de 250 emplois.

## UNE USINE PILOTE À TRAPPES

Depuis 2019, Suez et Eramet ont déjà entamé leur partenariat pour développer un procédé innovant de recyclage des batteries, et une usine pilote doit du reste démarrer incessamment à Trappes (Yvelines).

Les deux acteurs lient directement leur projet au déploiement dans notre région et tout spécialement à Dunkerque d'une « Vallée de la batterie ». « Les progrès du projet ReLieVe confirment notre volonté d'avancer sur la création d'une filière de recyclage des batteries en France. De nouvelles mines « urbaines »



*sont en train de se constituer sur le territoire européen : en tant qu'acteur minier responsable, notre rôle est de valoriser cette ressource et de lui donner une seconde vie, avec un impact environnemental considérablement réduit », a déclaré Christel Bories, Pdg d'Eramet.*

*« Avec l'essor du marché des véhicules électriques, le recyclage des batteries usagées devient un enjeu clé de la transition écologique. Leader dans les métiers des déchets, Suez apporte des solutions innovantes et résilientes permettant de limiter la consommation de matières premières vierges et de sécuriser les ap-*

« LE RECYCLAGE DES BATTERIES USAGÉES DEVIENT UN ENJEU CLÉ DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE »  
SABRINA SOUSSAN, SUEZ

Le canadien Li-Cycle avait été le premier à annoncer une unité de recyclage des batteries, à Harnes.

Le projet Suez-Eramet est cinq fois plus important en volume.

*provisionnement en matières premières secondaires », a lancé de son côté Sabrina Soussan, Pdg de Suez*

■ **Olivier Ducuing**

## UNE ACCUMULATION HISTORIQUE DE PROJETS XXL

Dunkerque a attiré ces derniers mois les plus gros investissements industriels de l'Hexagone. Le taïwanais **ProLogium** doit investir 5,2 Mds € et créer 3 000 emplois directs et 12 000 emplois indirects.

**Verkor** a annoncé un investissement de plus de 1,5 Md €, 1 200 emplois directs, 3 000 indirects.

**XTC/Orano** doit mobiliser pour sa part 1,7 Md € et susciter 1 500 emplois

Ajoutons à une échéance plus lointaine la 2e génération de réacteurs nucléaires **EPR**, soit *a minima* 16 Mds € et pas moins de 8 000 emplois lors du pic de chantier attendu en 2033.

# CONSTRUCTION : TH GROUPE VA ASSEMBLER 100 EMPLOIS À SAINT-QUENTIN

**SAINT-QUENTIN.** La jeune entreprise savoyarde s'implante dans une friche pour y industrialiser la fabrication de logements préfabriqués.

« **N**ous sommes une start up industrielle ». Alain Béjean, co-fondateur de TH Groupe (pour Technologies & Habitat) il y a neuf ans à Annecy, annonce aujourd'hui une grosse montée en puissance. La société a inventé une technologie permettant l'industrialisation de logements bas carbone : il s'agit d'assembler et d'équiper en usine des blocs de logements en structure bois, qui seront ensuite installés comme des Legos. Un système breveté, qui permet de produire très rapidement

un bâtiment quasi passif, très bas carbone, à tarif équivalent aux bâtiments à base béton, assure le dirigeant. L'assemblage de blocs pré-équipés (fluides inclus) les uns aux autres permet une architecture variée, et des temps de montage particulièrement courts.

Après quatre ans de R&D, TH Groupe a produit un premier petit écoquartier en Haute-Savoie avant de se doter d'un site de production dans le Jura. Cette année, le groupe devrait produire 300 blocs, avec 50 salariés

dans le Jura et 25 dans son centre technique d'Annecy. Soit un chiffre d'affaires de près de 10 M€. L'usine du Jura devrait atteindre la saturation l'été prochain tandis que la demande ne se dément pas, notamment du côté des bailleurs, séduits par un niveau de charges très faible. Une pression qui pousse aujourd'hui TH Groupe à une nouvelle implantation au nord de Paris, à Saint-Quentin, dans un ancien bâtiment industriel désaffecté de 8 000 m<sup>2</sup>.

#### 400 LOGEMENTS PAR AN

« *Nous avons beaucoup de contraintes, de taille et de hauteur sous plafond, il nous fallait une très bonne desserte routière. On sort en convois exceptionnels, pour rayonner sur 300 km, entre Rouen-Orléans et Lyon. Nous cherchions aussi un endroit où l'on peut recruter massivement, et un environnement pour recevoir nos partenaires* », décrit le dirigeant, qui indique que Saint-Quentin s'est finalement imposé assez naturellement. La Région a aussi apporté son soutien à la formation en amont des futures recrues. Une première vague d'embauches doit démarrer en novembre. Le site picard devrait compter 30 salariés d'ici à un an, pour monter à 100 à horizon 2025. Le site pourra produire 600 blocs par an, soit l'équivalent de 400 logements. L'investissement est assez limité (2 M€), beaucoup de productions amont étant sous-traitées pour concentrer l'unité sur une activité d'assemblage.

Le marché est là. TH Groupe a déjà obtenu un gros chantier de 300 logements étudiants à Soissons, en partenariat avec Bouygues, et a gagné un marché de 150 logements familiaux auprès de Pas-de-Calais Habitat. Alain Béjean, ancien dirigeant de Somfy, imagine déjà dupliquer l'usine saint-quentinoise à terme dans notre région. TH Groupe devrait atteindre les 25 à 30 M€ de chiffre d'affaires en 2025 avec un effectif qui pourrait approcher les 230 salariés, anticipe-t-il ■ **O.D.**



## SARBEC ENTRE DANS LE GIRON DU GROUPE VABEL



**NEUVILLE-EN-FERRAIN.** L'ETI familiale plus connue sous sa marque Corinne de Farme passe sous le contrôle du groupe Vabel et de son actionnaire de référence, Naxicap.

**S**arbec ne restera pas familial. Fondé par Patrick Van Den Schrieck en 1974, le groupe de cosmétique est devenu au fil du temps un des leaders indépendants du secteur en France. Aujourd'hui l'ancien président de la CCI Lille Métropole et de la CRCI, fait le choix de céder 100% du capital à Groupe Vabel, adossé à son actionnaire Naxicap Partners, entré en 2021.

« Le moment est venu pour moi de transmettre et de donner un nouvel élan au groupe Sarbec (...) en cédant à un industriel reconnu dont je suis certain qu'il sera en adéquation avec mes valeurs humaines, en assurant le développement du nouveau groupe », commente Patrick Van Den Schrieck, qui vient de fêter ses 80 ans. Son gendre Eric Jacquemet, jusqu'à présent dirigeant opérationnel, devient conseiller exécutif. Sarbec, qui ne communique pas son chiffre d'affaires, réalisé à 35% à l'international, emploie 700 salariés dans trois usines en France et une autre en Pologne. Un investissement important de 25 M€ finalisé en 2022 sur le site his-

torique de Neuville-en-Ferrain, devait générer 150 nouveaux emplois à horizon 2025.

Vabel rachète en l'espèce une cible de grande taille, quand on sait que Vabel n'était qu'une Pme d'une trentaine de millions de chiffre d'affaires il y a trois ans. Mais l'entrée de Naxicap au capital en 2021, aux côtés du dirigeant fondateur Christophe Sallès, a changé la donne, avec une première acquisition quelques mois plus tard, CCSP Parfums. Aujourd'hui, Groupe Vabel affiche de hautes ambitions. « Cette acquisition nous permet d'atteindre une taille critique et d'affirmer nos ambitions dans un marché de la cosmétique en pleine croissance », indique Eric Aveillan, président du directoire de Naxicap. Christophe Sallès estime de son côté que ce rachat permet de « confirmer notre position de leader européen dans un marché luxe-ultra-luxe-pharmacie ». Le nouveau périmètre de Groupe Vabel s'établit à 2 000 salariés, sept sites, et un chiffre d'affaires d'objectif à 250 M€ ■ **O.D.**

## SAVERGLASS DEVIENT AUSTRALIEN

**FEUQUIÈRES.** Le fabricant de bouteilles premium devrait être repris par le groupe australien Orora.

**S**averglass va passer de la coupe d'un fonds d'investissement à celle d'un groupe industriel. Le spécialiste australien de l'emballage Orora Ltd est entré en négociations exclusives avec le fonds d'investissement Carlyle pour le rachat du fabricant français de bouteilles haut de gamme implanté à Feuquières, dans l'Oise. Le montant de la transaction est estimé à 1,4 Md \$ (1,3 Md €). Saverglass était passé dans l'escarcelle de Carlyle en 2016.

Fondé en 1897 dans la vallée de la Bresle - l'un des fiefs traditionnels de l'industrie du verre depuis le XVe siècle, surnommé aujourd'hui la « Glass Valley » - Saverglass conçoit, fabrique et décore des bouteilles et carafes de luxe pour vins et spiritueux. Présidée par Jean-Marc Arrambourg,

la société a réalisé un chiffre d'affaires de 786 M€ en 2022, dont 50% à l'export.

### 700 MILLIONS DE BOUTEILLES

L'entreprise isarienne dispose de six verreries et de quatre sites de décoration en France (deux verreries à Feuquières et à Arques, et deux sites de décorations dans les mêmes villes), en Belgique, au Mexique et aux Emirats Arabes Unis. Elle emploie 3 900 personnes dans le monde. Chaque année, elle produit 530 000 tonnes de verre, c'est-à-dire l'équivalent de 700 millions de bouteilles, commercialisées dans une centaine de pays. Saverglass s'est engagé dans une politique de développement durable avec l'objectif de réduire son empreinte carbone de 50% d'ici à 2035. Basé à Melbourne, en Australie, et coté



à l'ASX, Orora est un fabricant et distributeur d'emballages et de solutions visuelles durables et innovantes. L'entreprise, qui emploie 4 600 personnes, détient 23 usines de fabrication et 80 sites de production dans sept pays ■ **Y.S.**

# GROUPE FACDEM, LE SUCCÈS D'UNE STRATÉGIE DE NICHE

Au fil des ans et des croissances externes, ce groupe discret a su occuper le terrain de quatre secteurs extrêmement spécifiques. Jusqu'à peser 16 M€ de chiffre d'affaires cumulé et 80 salariés.

Comme beaucoup d'entreprises nordistes, Groupe Facdem sait manier l'art de la discrétion. Sous la houlette de son dirigeant Thierry Delesalle, seul aux manettes, le groupe industriel de Tourcoing a déployé une stratégie délibérément axée sur les marchés de niche. Une recette gagnante puisqu'elle a permis à Groupe Facdem de s'imposer et de se développer, doucement mais sûrement, en l'espace de trois décennies.

Tout débute en 1992. Thierry Delesalle, commercial âgé d'à peine 30 ans, fait le pari de la reprise. Dans la pile de dossiers « cessions-transmissions » de la CCI régionale, il rachète l'entreprise la moins chère du catalogue : Facdem réalisait alors 100 000 francs (15 K€) de ventes avec trois personnes. Fondée à Lomme en 1954, elle concevait des scellés métalliques et plastiques anti-fraude pour l'industrie de la sécurité. « J'étais complètement inconscient à l'époque ! Je n'y connaissais rien à ce milieu. J'ai appris sur le tas », se souvient, amusé, Thierry Delesalle. En 2011, Facdem devient Etigo, s'installe à Roncq puis à Tourcoing. Depuis, ses activités se sont étendues aux secteurs médical et événementiel qu'elle fournit en bracelets d'identification, brassards ou colliers de serrage. Dernière nouveauté en date : la fabrication de bracelets VIP et de badges d'accès pour la Coupe du monde de rugby.

## INNOVATION ET SUR-MESURE

Toujours dans les années 2000, Thierry Delesalle reprend Suroy. Fondée en 1902 à Loos, l'entreprise, qui venait de déposer le bilan, concevait des caisses industrielles pour les



filatures, des bacs et des chariots à roulettes, ainsi que des étagères pour l'industrie. Thierry Delesalle relance l'activité de fabrication de bacs en carton compressé et de bacs en plastique. Suroy devient Facdem Equipements et prend ses quartiers à Roncq. Où elle fait depuis perdurer la tradition, le savoir-faire et la fabrication française. L'entreprise a étoffé son offre avec des produits en matière antistatique et polypropylène « beplast ». Facdem Equipements fournit les industries cosmétique, aéronautique, pharmaceutique ou encore l'événementiel. En France mais aussi aux Etats-Unis et à Dubaï, entre autres.

Thierry Delesalle se mue en serial-repreneur. Groupe Facdem naît suite à la reprise de deux sociétés coup sur coup en Île-de-France : Ligarex, spécialiste depuis 1939 des colliers de serrage en acier et en inox pour la SNCF, PSA, Envie ou encore Enedis, et Morin Gravure, expert en gravure industrielle depuis 1842.

« NOS CLIENTS SONT DE GRANDS DONNEURS D'ORDRE EN QUÊTE DE PRODUITS D'EXCEPTION »  
THIERRY DELESALLE

« Les secteurs de Groupe Facdem ne sont pas hyper concurrentiels, admet le dirigeant. Mais ce n'est pas forcément plus simple. » Sa tactique : miser sur l'innovation et, surtout, le sur-mesure. « Nos clients sont de grands donneurs d'ordre en quête de produits d'exception ».

Aujourd'hui, Groupe Facdem réalise un chiffre d'affaires cumulé de 16 M€ avec 80 salariés. L'entreprise se dit en recherche perpétuelle de talents aux compétences techniques ■  
Julie Kiavué



# JAVELOT MET LA MAIN SUR AGRISIGHT AVEC DES AMBITIONS EUROPÉENNES

**LILLE.** La prise de contrôle majoritaire d'Agrisight par la start up nordiste doit lui permettre d'accélérer dans le secteur stratégique de l'optimisation numérique du stockage des récoltes. Les effectifs devraient doubler en un an.

C'est un rapprochement stratégique et une réponse directe aux défis que rencontre le secteur agricole. L'agritech lilloise Javelot prend le contrôle majoritaire d'une autre start up de l'agriculture connectée, la parisienne Agrisight. Les modalités de la prise de participation ne sont pas dévoilées, pas plus que les chiffres d'affaires des deux acteurs.

« L'acquisition d'Agrisight s'inscrit dans le cadre de notre nouvelle plateforme de marque, dans la mesure où nous voulons nous affirmer

comme des experts de l'après-récolte », explique Félix Bonduelle, le dirigeant de Javelot. L'entreprise, que l'ingénieur agronome a cofondée à Wasquehal en 2018 avec l'agriculteur Vindicien Delcourt, est reconnue pour sa plateforme de pilotage des stocks de grains. Ses outils digitaux et sa gestion des datas permettent d'optimiser les opérations de l'après-récolte et ainsi de préserver toute la valeur du grain. Par exemple, le pilotage numérique permet la suppression quasi-totale des insecti-

cides de stockage, il optimise aussi la ventilation (et donc les dépenses énergétiques afférentes), et simplifie le travail des équipes.

## GRANDES AMBITIONS COMMERCIALES

« Avec Agrisight, nous mettons la main sur une solution déjà développée et éprouvée qui va nous permettre d'accélérer fortement dans l'univers des céréales et des flux de céréales. » Dirigée par Pierre Boucher, Agrisight est une plateforme digitale dédiée à l'optimisation de la chaîne

Les sondes mono-capteur de Javelot permettent des remontées en temps réels des données de température des zones de stockage à plat.







« NOUS AURONS DOUBLÉ NOS EFFECTIFS DANS UN AN »

Félix Bonduelle et Vindicien Delcourt, les fondateurs de Javelot

logistique et du commerce des coopératives et négoce. Elle leur propose de créer un « jumeau numérique », c'est-à-dire un modèle virtuel de leur organisation incluant caractéristiques des sites, produits, moyens de transports. En prenant en compte l'ensemble des coûts, la plateforme permet de réduire la facture logistique, d'augmenter la marge, et de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>.

Ce rapprochement a aussi de grandes ambitions commerciales. Javelot surveille déjà 15% du stockage des grains en France. Félix Bonduelle confie que son ambition est de parvenir à 25% du marché français d'ici à la fin de l'année, et d'atteindre 50% des grains européens dans les cinq ans, contre 7 à 8% actuellement. La réalisation de ces objectifs passera par une augmentation des effectifs. « Ac-

*tuellement, nous avons une cinquantaine de salariés, détaille le dirigeant. Nous devrions terminer l'année avec 60 - 70 collaborateurs et nous visons la centaine pour 2024. Ainsi, nous aurons doublé nos effectifs dans un an. Depuis l'année dernière, ils ont déjà doublé. On cherche des profils techniques, des développeurs et des spécialistes de la data, ainsi que des ingénieurs. Notre seul problème sera de recruter des talents, à cause de la pénurie. »*

Pour accélérer son développement, Javelot avait procédé en septembre 2022 à une levée de fonds de 10 M € auprès de NextStage AM et IDIA Capital Investissement, ainsi que de ses investisseurs historiques (Sparkling Partners et Unilis Agtech, joint-venture entre Unigrains et Arvalis) et du Crédit Agricole Brie Picardie ■

Yann Suty



## LA TROISIÈME RÉVOLUTION AGRICOLE

S'appuyant sur le triptyque « numérique, robotique, génétique » (avec usage de l'intelligence artificielle, production et analyse de données numériques, machines agricoles à la pointe de la technologie, ou encore production de semences et d'aliments génétiquement modifiés), la 3<sup>e</sup> révolution agricole, mise en avant par le plan France 2030, vise à donner naissance à une agriculture capable de répondre au double défi de la nutrition et du carbone, tout en permettant à la France de reconstruire sa souveraineté alimentaire. La première révolution agricole avait eu lieu à l'issue de la Seconde guerre mondiale, avec la généralisation du machinisme. La deuxième, dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, reposait sur la généralisation de l'agrochimie.

# «3B», LE NOUVEAU CONCEPT DES 3 BRASSEURS EN TEST À LILLE

**LILLE.** Dans son nouveau modèle de restaurant, l'enseigne mise sur le « fait maison » et supprime la micro-brasserie *in situ*. Ouvert en franchise, 3B a déjà créé une quinzaine d'emplois.

Les 3Brasseurs se réinventent et dévoilent un tout nouveau concept de bar-restaurant. Pour mettre en route « 3B », l'enseigne du groupe Agapes Restauration, détenu par la famille Mulliez, a jeté son dévolu sur le 150 rue Solférino à Lille, ancien emplacement du Pub Sherlock, fermé au printemps dernier. Malgré la préservation des atouts des 3Brasseurs - des plats généreux et de la bière locale -, le concept 3B se veut différent sur bien des points. Le premier

n'échappera pas aux habitués de l'enseigne : contrairement aux 3Brasseurs, 3B fait l'impasse sur la micro-brasserie. Pour autant, les lieux se veulent « *le showroom de la bière, du savoir-faire de nos brasseurs* », souligne Thomas Cornelis, dirigeant franchisé et associé à Matthieu Charlet. Côté bar, 3B est équipé de dix tireuses : cinq pour les bières constamment à la carte et cinq autres pour les éphémères. Toutes proviennent des micro-brasseries des 3Brasseurs aux alentours, Lille Gare, Villeneuve d'Ascq, Englos ou Lezennes. « *L'emplacement de 3B à Solférino est bien, mais n'est pas viable pour installer une micro-brasserie. Pour plusieurs raisons, notamment économiques, justifie Eric Demoncheaux, directeur général 3Brasseurs International. Ce n'est un secret pour personne, les mètres carrés coûtent très cher. Sur tout en ce moment !* »

## SUPERFICIE ET CARTE RÉDUITES

Autre différence avec un 3Brasseurs classique : 3B est doté d'une superficie largement réduite. Celui de Lille occupe 600 m<sup>2</sup> dont 300 m<sup>2</sup> en surface commerciale pour 200 couverts, contre environ 900 m<sup>2</sup> pour un 3Brasseurs traditionnel. La carte aussi subit un allègement. Plus courte, elle reprend néanmoins des références signatures du groupe comme les welshs, les flamme-kueches ou la carbonade flamande. Elle affichera surtout des plats quasi quotidiens, « *plus élaborés et raffinés* », concoctés à base de produits locaux et de bière éphémère. Cependant, « *plus travaillés ne veut pas dire plus chers*, prévient le directeur, à la tête d'une quinzaine de salariés. *Le ticket moyen est de 24 €.* On a voulu rester accessibles avec des prix équivalents à ceux du 3Brasseurs d'Englos ».

Le groupe 3Brasseurs veut faire de la franchise le tremplin de son développement. Après 9 ouvertures de franchisés l'an dernier, Eric Demoncheaux annonce une dizaine d'autres cette année et tout autant en 2024. L'enseigne réalisera 223 M€ de ventes HT fin 2023, dont 185 M€ en France avec ses 87 établissements. Elle en dispose de 15 au Canada et de 2 au Brésil. A court terme, 3Brasseurs attaquera de nouveaux pays, spécifiquement ceux d'Europe où il est absent ■ J.K.

**ERIC DEMONCHEAUX ANNONCE UNE DIZAINE D'OUVERTURE CETTE ANNÉE ET AUTANT EN 2024.**



## MICRO-CRÈCHE : Ô P'TIT MÔME SE DOTE D'UNE CUISINE CENTRALE

**BONDUES.** Le réseau de franchises ouvre sa propre cuisine centrale. Avec laquelle il livre 300 repas quotidiens, avant de mettre les bouchées doubles à court terme.

Six ans après sa création, le réseau familial de micro-crèches franchisées Ô P'tit Môme (Eco121 n°120) ajoute une nouvelle corde à son arc. Il vient tout juste d'inaugurer Ô P'tit Chef, sa cuisine centrale. Un projet que le fondateur du réseau, Jimmy Dacquin, avait en tête dès le lancement d'Ô P'tit Môme. « *Au début, les parents ramenaient le plat de leurs enfants car nous ne trouvions pas de prestataires qui nous convenaient, raconte le dirigeant. Puis, rapidement, pour des raisons de facilité, certaines familles ne prenaient plus que des repas industriels. Je me suis*

*toujours dit que nous devions proposer une offre de restauration* ».

L'opportunité se présente post-covid, lorsqu'un laboratoire alimentaire de la zone de Ravennes-les-Francis de Bondues met la clé sous la porte. Jimmy Dacquin reprend le local, y investit 250 K€ pour transformer les lieux en cuisine centrale Ô P'tit Chef. Avec un chef, un salarié en cuisine et une diététicienne-nutritionniste spécialisée dans l'alimentation infantile, Ô P'tit Chef crée et adapte des recettes françaises traditionnelles mais aussi régionales comme la carbonade flamande ou le bœuf bourguignon. L'entreprise travaille en grande majorité avec des fournisseurs locaux et des produits bio. Deux recrutements (un commis et un second de cuisine) sont en cours.

Ô P'tit Chef livre en moyenne 300 repas par jour à une quinzaine de crèches de la métropole lilloise. Dix de plus rejoindront la liste dans le mois, suivies d'écoles maternelles. De quoi permettre à Ô P'tit Chef d'atteindre sa



pleine capacité de 600 repas quotidiens à court terme. En 2024, Ô P'tit Chef ouvrira une seconde cuisine en Haute-Savoie.

De son côté, Ô P'tit Môme disposera d'un réseau national de 200 micro-crèches fin 2023 pour 9 M€ de chiffre d'affaires ■ J.K.

## David contre Goliath



NEUF OU D'OCCASION, DÉCOUVREZ NOTRE LARGE GAMME DE VÉHICULES. DE L'UTILITAIRE 2T AU PORTEUR CARROSSÉ 32T. DES VÉHICULES EN STOCK, DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT.

Sur la photo, Piaggio benne crit'air 1 et 8x4 malaxeur à béton.

Contactez-nous !  
[www.ets-coquide.fr](http://www.ets-coquide.fr)



## LES PRAIRIES DU BOULONNAIS CHANGENT DE BRAQUET

**LANDACRES.** La toute jeune coopérative laitière investit 3 M€ dans un nouvel atelier de transformation à Boulogne. Avec des capacités décuplées.

Le métier d'éleveur laitier n'est pas le plus facile du monde paysan. Beaucoup baissent même les bras. Dans le Boulonnais, quatre exploitations ont décidé au contraire de se retrouver les manches pour trouver de nouveaux débouchés à leur production. En 2016, sous l'impulsion du Parc Régional Cap et Marais d'Opale, elles ont décidé de s'unir dans une petite coopérative laitière, Les Prairies du Boulonnais. En sept ans, la structure a réussi à développer une gamme de produits valorisant leur savoir-faire et leur méthode d'élevage en pâturage. Une diversification qui permet de flécher aujourd'hui 5 000 litres par semaine, permettant de produire 17 000 yaourts, une tonne de fromage

blanc ou encore 600 litres de lait pasteurisé, commercialisés en verre consigné, auprès d'un portefeuille de quelque 250 clients fidèles. Soit un chiffre d'affaires de 580 K€ en 2022, probablement un quart de plus cette année, avec désormais 8 salariés.

La structure, appuyée par Réseau Entreprendre Côte d'Opale, était jusque là basée dans l'une des exploitations, à Vieil-Moutiers. Elle franchit aujourd'hui une étape importante : elle acquiert un site d'un hectare dans le parc de Landacres, où elle se dote d'un atelier de 1 000 m<sup>2</sup>, avec de belles réserves et une chaudière biomasse à plaquette bois, qui pourrait être auto-alimentée dans les 4 à 5 ans. Le nouvel outil permet de multiplier par dix le potentiel de production, mais aussi d'élargir les gammes notamment vers les crèmes desserts ou la crème fraîche, et embaucher, à un rythme prévu de deux à trois recrues par an. Les prairies du Boulonnais pourraient intégrer une gamme bio à court terme, l'un des exploitants ayant décidé de se lancer dans cette voie. Et la société compte



aussi sur l'essor du e-commerce, qui permet déjà de livrer toute la France, en partenariat avec Chronofresh. De quoi miser sur une croissance de 40% par an les prochaines années. « Mais on reste artisans ! » insiste Clémence Ducroquet, en charge de la coopérative ■ **O.D.**

## IMPORTATION-DISTRIBUTION : TWF ÉLARGIT SA GAMME

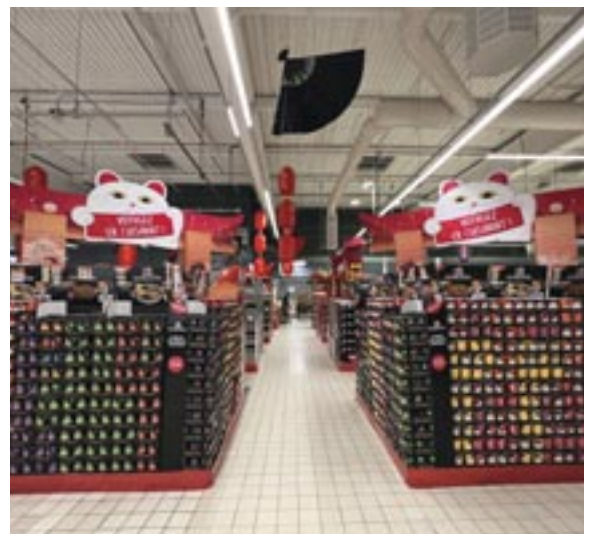
**WASQUEHAL.** La Pme familiale importe dans l'Hexagone près de 700 références de marques alimentaires étrangères. Un marché où elle réalise une croissance annuelle à deux chiffres avec ses 110 salariés.

Traditional World Food. Cette Pme familiale et indépendante de Wasquehal est une inconnue du grand public. Pourtant, avec ses filiales Epidis (pour la grande distribution), Fraïdis (pour la restauration hors foyer) et Norpass (pour l'industrie agroalimentaire), l'entreprise figure parmi les leaders de l'importation-distribution de marques alimentaires étrangères en France. Aux côtés des géants américains tels que General Mills (Géant Vert, Häagen-Dazs, Old El Paso) ou le groupe Mars (Ben's, Ebly, M&M's).

Depuis 37 ans, TWF distribue, entre autres, les sauces soja Kikkoman, les produits tex-mex Mission et les épices indiennes Patak's. Soit quasi 700 références, toutes minutieusement sélectionnées en interne. « Sur les 300 dossiers en moyenne reçus chaque année, on ne commercialise que 3 ou 4 marques. C'est un travail de longue haleine, après de nombreuses discussions et visites d'usines de production », précise le Dg, José Lafuente.

L'engouement pour la cuisine exotique permet à TWF d'afficher une croissance annuelle entre 15 et 20% depuis 2017. Lors du dernier exercice (clôturé en mars), l'entreprise a réalisé un peu plus de 110 M€ de ventes cumulées avec ses 110 salariés. Malgré l'inflation et des échanges tendus, « voire agressifs » avec la grande distribution, TWF entend bien garder sa dynamique cette année et créer 5 à 10 nouveaux postes.

Côté portefeuille, la société vient d'intégrer l'Italie avec la marque familiale



Di Canossa, spécialisée dans les pâtes sèches artisanales. Courant 2024, TWF renforcera son rayon italien, tout en s'attaquant à la Grèce et au Royaume-Uni ■ **J.K.**

**AVEC LA FONDATION DE LILLE :**  
***Faire du mécénat de proximité, une solution simple***



# SOUTENIR LA FONDATION DE LILLE

*Reconnue d'utilité publique*

[www.fondationdelille.org](http://www.fondationdelille.org)

*“De l'urgence sociale à l'innovation territoriale, de  
l'environnement à l'égalité des chances”*

**Une Fondation multi-causes au service du bien  
commun dans la région des Hauts-de-France**

#générosité #proximité #mécénat #co-construction #alliance #intérêt général #territoire #philanthropie  
#mutualisation #facilitateur #neutralité #transparence # tiers de confiance #solidarité

# LES SANG ET OR RENFORCENT LEURS FONDS PROPRES ET LEUR ANCRAGE RÉGIONAL

**LENS.** Le club emblématique du bassin minier ouvre son capital à Side Invest. Un tout nouvel acteur regroupant la Région, l'AFM et l'IRD.

« Depuis que je suis arrivé dans ce club, on n'a jamais eu de cesse d'ancrer ses racines territoriales ». Joseph Oughourlian, président du RC Lens, enfonce un peu plus le clou régional aujourd'hui. Le club fait entrer à bord un tout nouvel acteur régional, Side Invest. Cette société d'investissement réunit le Conseil régional, l'IRD et l'Association Familiale Mulliez (AFM), dans une répartition non dévoilée. « L'image du RC Lens est l'une des meilleures de France, même quand il était en Ligue 2 », décrit Thierry Dujardin, président de Side Invest. « Avec des partenaires enracinés dans de vraies valeurs, c'est un accélérateur de rayonnement des Hauts-de-France », juge pour sa part Xavier Bertrand.

La prise de participation de 20 M€, correspondant à 13% du capital valorise le club à quelque 155 M€. « Il fallait du capital. Mais il fallait aussi le bon partenaire. Side Invest est plus qu'un investisseur, c'est un partenaire (...) avec lequel on va faire un long bout de chemin, j'espère », insiste le président. La fenêtre de tir était bonne pour le club, revenu en L1 en 2020 et dont les résultats sportifs ont été excellents l'an dernier avec une superbe deuxième place. De quoi présenter des profits deux années de suite, et encore en 2023, annonce Joseph Oughourlian, qui entend bien pérenniser un modèle économique gagnant. Pour mener à bien ses projets, il « n'exclut pas qu'il puisse y avoir d'autres investisseurs », évoquant aussi bien

un fonds américain ou l'actionnariat populaire, voire les deux. Il confesse qu'il recherchait au départ une levée plus importante de 50 M€, même si « les 20 M€ sont un grand pas fait en avant ». Le club est notamment candidat au rachat du stade Bollaert, pour mieux valoriser son potentiel. Side Invest a déjà évoqué son intérêt d'y participer, modestement cette fois ■ **O.D.**



98% des chefs d'entreprise se déclarent satisfaits

“ Eco121 est un magazine : Défenseur de son territoire bien informé intéressant exclusif utile ”

Réservez votre publicité

0 970 808 612  
contact@rosseladvertising.fr

source : Bilan Eco 121 auprès de ses lecteurs - juin 2023 - Rossel Customer Experience

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.



## SIMON KARLESKIND « C'EST ICI QUE LES SOLUTIONS S'INVENTENT »

Simon Karleskind, polytechnicien, succède à Hervé Pignon à la direction régionale de l'ADEME depuis le 4 septembre. Avec des défis importants, mais aussi un volontarisme partagé avec l'écosystème et des moyens en forte hausse. Entretien.

### **Vous arrivez dans une région spécifique en terme d'impact environnemental...**

Je suis ravi de rejoindre l'ADEME en qualité de directeur régional. C'était un souhait d'aller retrouver du terrain, du concret. Et tout particulièrement dans une région comme les Hauts-de-France, avec des enjeux monstrueux en matière de transition écologique. On pourrait regarder cette région négativement, à travers ses émissions de CO<sub>2</sub> nettement supérieures à son poids dans le pays. Mais c'est aussi là où les solutions s'inventent et où on peut avoir le plus de leviers d'action.

### **Connaissez-vous la région ?**

Je vais apprendre à la découvrir. Mais j'ai appris par mes précédentes fonctions à l'appréhender à travers les nombreux sujets d'envergure nationale qui s'y cumulent, entre le Dunkerquois, le bassin minier, le poids de l'agriculture régionale par exemple. Mais il est utile d'apporter un œil

neuf, après le travail extraordinaire réalisé par Hervé Pignon avec la même énergie pendant 25 ans.

### **Comment projetez-vous la trajectoire de l'ADEME en région ces prochaines années ?**

Elle est très claire. Elle s'inscrit dans les engagements signés par la France, à savoir un objectif de réduction des gaz à effet de serre de 55% d'ici à 2030 et la neutralité carbone et environnementale d'ici à 2050. Avec en appui un plan d'action national édité par le gouvernement d'Elisabeth Borne il y a quelques mois, comportant des objectifs très concrets quant à l'électrification du parc de véhicules légers ou la décarbonation de l'industrie, par exemple. Nous allons territorialiser ces objectifs.

Les Hauts-de-France émettent environ 40 mégatonnes de CO<sub>2</sub>, soit 13% des gaz à effet de serre du pays. Une surreprésentation due à son industrie, son agriculture, ses transports, mais

aussi à la consommation des citoyens, à commencer par le logement.

### **La barre n'est-elle pas très haute pour l'industrie régionale ?**

Aujourd'hui, l'enjeu est de décarboner sur place, par de l'électrification, par la matière recyclée, l'amélioration des process, l'efficacité. L'ADEME est clairement mandatée pour faire cela. Garder l'industrie en France, c'est décarboner le pays.

### **En a-t-on les moyens ?**

On en a les moyens mais on va en avoir encore plus. On veut dire aux entreprises comme aux collectivités : écrivez-nous, appelez-nous, tournez-vous vers l'ADEME, le Conseil régional ou des organismes comme le CEREMA.

L'ensemble des appels à projets sont facilement accessibles sur notre site ([agirpoulatransition.ademe.fr](http://agirpoulatransition.ademe.fr)). Il existe des opportunités, on peut vous aider à travailler les projets dès qu'il y a une idée et une volonté d'y aller ! L'ADEME intervient dans les cinq départements du territoire. Parfois on aimerait avoir davantage de projets ■

<https://agirpoulatransition.ademe.fr>



# AX GROUP PRODUIT LOCAL ET VEND MONDIAL

L'entreprise d'ingénierie de Bailleul, spécialisée dans la transition énergétique, vient de se structurer en groupe pour accéder plus aisément aux grands comptes.

Romain Pennel se souvient de ce jour de 2016 où il a choisi de racheter AX Services, une très petite entreprise de Steenwerk. L'affaire avait failli capoter mais le jeune repreneur avait été séduit par la machine hydraulique de nettoyage brevetée pour laquelle l'entreprise avait décroché une commande au Pérou. Un marché manifestement trop lourd pour sa taille (4 personnes à l'époque). Sept ans plus tard, l'entreprise a profondément évolué (30 salariés et un chiffre d'affaires attendu de 4 M€), mais garde l'international dans ses gènes. L'activité historique a évolué vers les machines de nettoyage par haute pression, mais aussi des systèmes de brumisation. Des outils qui permettent d'améliorer le rendement des centrales électriques et nucléaires, en nettoyant les échangeurs thermiques dans le premier cas, en refroidissant l'air qui les traverse dans le second. Avec des gains très substantiels : « Notre net-

**L'INTERNATIONAL REPRÉSENTE  
DÉSORMAIS LA MOITIÉ DE  
L'ACTIVITÉ DU GROUPE**

toyage permet de gagner 15% de rendement de la performance thermique. C'est un retour sur investissement d'un mois ! », se félicite le dirigeant. Le groupe d'ingénierie, qui vient de se réorganiser sous le nom AX Group, vend dans le monde entier, dans des centrales gaz à cycle combiné au Qatar, au Japon ou encore au Mexique. Pour le nucléaire, la brumisation permet de maintenir l'installation active jusqu'à 43 degrés au lieu de 36, avec un premier contrat de 1,5 M€ obtenu aux côtés de Spie Nucléaire pour équiper la centrale de Bugey, avec de grosses perspectives pour le parc français de réacteurs. AX Group a aussi développé deux autres activités : AX Solar Robot conçoit une gamme de robots de nettoyage pour panneaux photovoltaïques (le gain de performance peut aller de 10 à 30%), mus par la seule pression hydraulique. Deux robots (d'une valeur unitaire de 25 K€) ont été récemment vendus au Mexique. Pégase, enfin, fabrique des remorques de carburants notamment pour l'aviation privée et pour l'armée : AX Group a décroché une commande de 22 remorques pour le Service de l'Énergie Opérationnelle.

## BONNES PRATIQUES

Si AX Group cherche à produire le plus localement possible, avec un panel important de fournisseurs en région, l'international représente désormais la moitié de l'activité du groupe. Malgré une grosse déconvenue en 2022 avec l'invasion de l'Ukraine. « Nous avions une belle dynamique en Russie, c'était un marché prometteur après trois ans de négociations et de pré-études », raconte Romain Pennel. Le monde reste pourtant un vecteur de développement.

Si les synergies directes sont peu nombreuses entre des activités assez différentes, « on valorise les bonnes pratiques, et on s'appuie sur notre réseau d'agents. Par exemple notre agent sud-coréen d'AX System est devenu aussi agent de Solar Robot. Quand on va dans un salon pour l'une des marques, on parle assez peu des autres, mais on est à l'écoute des opportunités », décrypte le dirigeant.

Hors acquisitions, le groupe espère avoisiner les 6 M€ de volume de ventes à horizon 2026. Dix embauches devraient intervenir dès l'an prochain

■ Olivier Ducuing



# RETROUVEZ LES ANCIENS NUMÉROS D'ÉCO121 !



N°79      N°80      N°90      N°92      N°93      N°94      N°100



N°103      N°104      N°105      N°106      N°107      N°108      N°109



N°110      N°120      N°123      N°124      N°125      N°126      N°127



N°128      N°129      N°130      N°131      N°132      N°133

## Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- |                               |                               |                                |                                |                                |                                |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°98  | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 | <input type="checkbox"/> n°125 |
| <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°99  | <input type="checkbox"/> n°108 | <input type="checkbox"/> n°117 | <input type="checkbox"/> n°126 |
| <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°109 | <input type="checkbox"/> n°118 | <input type="checkbox"/> n°127 |
| <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°110 | <input type="checkbox"/> n°119 | <input type="checkbox"/> n°128 |
| <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 | <input type="checkbox"/> n°120 | <input type="checkbox"/> n°129 |
| <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 | <input type="checkbox"/> n°121 | <input type="checkbox"/> n°130 |
| <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°96 | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 | <input type="checkbox"/> n°122 | <input type="checkbox"/> n°131 |
| <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°97 | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 | <input type="checkbox"/> n°123 | <input type="checkbox"/> n°132 |
| <input type="checkbox"/> n°89 |                               | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 | <input type="checkbox"/> n°124 | <input type="checkbox"/> n°133 |

Au prix de :

1 numéro ..... 3€00

2 numéros ..... 2€50 l'unité

3 numéros et au-delà ..... 2€00 l'unité

+ Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total : €

Vos coordonnées :

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Règlement

Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE

Par virement : Banque Caisse d'Épargne

LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : **Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille**

# LA VIRGULE, FUTURE RÉFÉRENCE EUROPÉENNE DE L'UPCYCLING TECHNIQUE?

**NATHAN DOUILLARD, BENOÎT GOURLET ET MAXIME LABAT** réutilisent des textiles techniques au profit d'une bagagerie résolument durable. La montée en régime s'avère rapide.

C'est une histoire de son temps. Celle de jeunes diplômés vivant mal dans une société d'hyperconsommation et désireux d'être mieux alignés face à une planète aux ressources limitées. La Virgule est née de la volonté commune de Benoît Gourlet et Nathan Douillard, deux ingénieurs ITEEM, et Maxime Labat, diplômé de l'Edhec, de trouver des solutions pour la fin de vie de textiles techniques très spécifiques, à l'instar de kayaks gonflables, de toiles de zodiacs ou équivalent, de voiles de kitesurf ou de windsurf, voire de matelas de yoga. Un univers qu'ils connaissaient bien, Benoît ayant été ingénieur

produit chez Decathlon sur la marque de surf, Maxime ayant été champion de planche à voile. « Notre mission est de rendre circulaire le monde du sport et de l'outdoor », lance Nathan Douillard. Cela tombe bien, la demande du secteur est forte et croissante, sous la pression de la réglementation comme des consommateurs. La matière brute est donc nettoyée, découpée, repassée et recousue en différents objets. Après un démarrage avec un ESAT de Calais, la société a modifié son fonctionnement pour hisser ses exigences de qualité : les pièces brutes de textile techniques sont préparées par un ESAT, avant d'être acheminées dans un atelier de couture au Portugal. Les associés ont développé aujourd'hui une gamme d'une quinzaine de produits « upcyclés » : sacs à dos ou de voyage, sacoches de vélo et jusqu'à des sacs banane. La Virgule a déjà réalisé un joli chiffre d'affaires de 200 K€ l'an dernier et mise au moins sur un doublement cette année, grâce à son site web mais aussi à une présence



renforcée dans des réseaux de distribution puissants comme Globetrotter en Allemagne. Soutenus par Hodefi, les incubateurs Evident, Rev3 et Planète A, les dirigeants sont désormais lauréats Réseau Entreprendre. Une maturité qui leur permet d'envisager une levée de fonds dans les 12 mois de 300 à 500 K€, pourquoi pas en « crowdequity » pour rester en phase avec leurs convictions

■ Olivier Ducuing

# BUDDIES JOUE LES RÉVÉLATEURS PHOTOGRAPHIQUES DES RÉSEAUX SOCIAUX

**SACHA LACHERÉZ** Son application se présente comme le « premier réseau social à suspense ».

Le vintage fait-il recette ? Il peut en tout cas inspirer, comme en témoigne le succès de la série télé « Stranger Things » qui recycle l'imagerie des années 80. Avec son application, Buddies remet au goût du jour quant à lui l'appareil photo jetable. Son principe : être un réseau social axé sur le suspense. Son fonctionnement : ses membres prennent des photos qui sont dévoilées uniquement le dimanche à midi. « Nous voulons répondre à un désir de spontanéité auquel les autres réseaux sociaux ne répondent pas », explique Sacha Lachéré, 27 ans, le Pdg et l'un des cinq co-fondateurs. Nous nous sommes rendu compte que, pour chaque photo publiée, un utilisateur pouvait en prendre jusqu'à trente avant d'obtenir la pose parfaite. Cela crée des complexes et des normes sociales superflues. »

Créée en 2020, incubée à Euratechnologies et par le Réseau Côte d'Opale (dont elle a été lauréate il y a deux ans), l'entreprise a lancé trois réseaux sociaux qui se sont soldés par des échecs. Cette fois, la nouvelle formule initiée depuis janvier dernier semble être la bonne. Buddies compte déjà 110 000 utilisateurs, qui publient jusqu'à un demi-million de photos par semaine. L'entreprise est valorisée à 1,6 M€.

### MONÉTISER L'AUDIENCE

Buddies s'appuie sur un double business modèle. L'un consiste à monétiser une audience qualifiée auprès d'annonceurs publicitaires. L'autre passe par une monnaie virtuelle, le « reveal », permettant aux utilisateurs de découvrir une photo ou une vidéo en avance.

L'objectif de l'ancien étudiant ingénieur de PolyTech Lille est de « faire de la croissance, de la croissance, de la croissance ». Il vise 1 million d'utilisateurs en 2025. Une levée de fonds de 500 K€ est en cours.



Elle devrait s'achever en janvier. « Quand elle réussira, non prendrons des bureaux. » Car, pour l'instant, comme ses collègues, Sacha Lachéré travaille chez lui, à Lille

■ Yann Suty



Région  
Hauts-de-France

# ILS ONT CRÉÉ LEUR BOÎTE, POURQUOI PAS VOUS ?

Somme (80)

Mamou BA,  
LA TABLE D'HORT  
Restauretrice

Pas-de-Calais (62)

Élodie et Quentin HOSDEZ,  
MAM MANUFACTURING AND MORE  
Fabrication de meubles sur mesure en bois et métal

Oise (60)

Patrick DIZENGREMEL,  
BEAUVAIS SERRURERIE SERVICES  
Serrurerie

Aisne (02)

Gwenola VANNESTE,  
JIM COIFFURE  
Salon de coiffure



**MAISON**  
des **ENTREPRENEURS**  
HAUTS-DE-FRANCE

**ACCOMPAGNEMENT GRATUIT ET PERSONNALISÉ**

Inscrivez-vous dès maintenant sur :

[mdehdf.hautsdefrance.fr](https://mdehdf.hautsdefrance.fr)



Cofinancé par  
l'Union européenne



MAISON  
des ENTREPRENEURS  
HAUTS-DE-FRANCE



Région  
Hauts-de-France



# IMPLICIT : LES RECETTES D'UNE TPE POUR ATTIRER LES PLUS GRANDES ENTREPRISES

**MARIE-EVE DELÉCLUSE ET FÉLICIE HONORÉ** ont créé leur propre école dédiée à la transmission des compétences. Un sujet à très fort enjeu dans nombre d'entreprises.

**C**hanel, LVMH, Lesaffre, Carambar & Co, Roquette, Auchan, Kiabi, Leroy Merlin, Decathlon, Veolia, Boulanger, Bolloré, Aluminium Dunkerque, Terreal, Tereos... Mais que font toutes ces grandes entreprises à Linselles, petite commune rurale au nord de Lille ? La liste des entreprises qui viennent chercher conseil chez Implicit est aussi longue que prestigieuse.

Quand on demande aux deux fondatrices de l'école spécialisée dans la transmission des compétences, Marie-Eve Delécluse et Félicie Honoré, comment elles font pour attirer tous ces grands noms dans leur petit coin de verdure, elles répondraient presque n'y être pour rien.

« Nous ne faisons que gérer de l'appel entrant. Nos clients arrivent par le bouche à oreille. Nous avons donc le luxe d'aller nous planquer où nous

voulons puisque ce sont les clients qui viennent à nous. »

Mais encore ? « On a créé un nouveau métier », décrypte Marie-Eve Delécluse. « Des métiers et des compétences se perdent parce qu'il n'existe plus de formation, ajoute son associée. Cela entraîne des problèmes de recrutement et des pertes d'activité. La transmission des compétences est devenue un sujet à très fort enjeu. Certaines entreprises se retrouvent désemparées. Si elles viennent nous voir, c'est parce que nous sommes les seules positionnées sur ce marché. On nous reconnaît l'adaptabilité à tous les métiers et une approche très pragmatique. »

## REPOSITIONNEMENT EN ÉCOLE

Lancée en 2011, l'entreprise prend d'abord le nom de Générative Conseil. Elle est ensuite rebaptisée La Fabrique de la Transmission avant un changement de positionnement en 2022. Implicit devient alors une école, qui attire deux types de clients. D'un côté, des sa-

lariés qui vont œuvrer à la transmission dans leur entreprise ; de l'autre des personnes qui deviendront formatrices elles-mêmes. Depuis 2011, Implicit a déjà accompagné quelque 3 000 personnes, soit en direct, soit à travers un réseau d'une vingtaine de consultantes, qui interviennent sur des missions opérationnelles. Parallèlement, les deux dirigeantes dispensent des master-classes, des webinaires, et bientôt des podcasts. Il faut compter entre dix et douze jours pour acquérir la méthode TFC (Transmission et Formalisation des Compétences), qui a été brevetée. Les personnes formées pourront ensuite transmettre la méthode. Ce qui a pu faire dire à certains qu'Implicit créait sa propre concurrence. « Nous ne l'avons pas vu comme tel, assure Félicie Honoré. Nous sommes dans une logique pyramidale. Quand nous formons dix personnes, celles-ci vont, à leur tour, en former dix autres. » Quand on veut aider à transmettre, il faut d'abord l'appliquer à soi-même ■ **Yann Sutj**

**HERVÉ RENARD**

DIRECTEUR JPM GESTION D'ACTIFS

**NASRADINE GUEMMAZ**

DIRECTEUR DU CENTRE D'AFFAIRES DES GRANDES ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS

## LA GESTION DES EXCÉDENTS DE TRÉSORERIE DANS UN CONTEXTE INFLATIONNISTE

### QUEL EST LE PANORAMA ACTUEL DES TAUX D'INTÉRÊT EN ZONE EURO ?

Dans la perspective de lutter contre une inflation galopante depuis 2022, la BCE a été amenée à resserrer sa politique monétaire depuis 14 mois. Ses dix dernières réunions ont abouti à une hausse de son taux directeur pour atteindre 4% au 14 septembre 2023, soit 450 points de base d'augmentation sur ce laps de temps. En corollaire, les taux d'intérêt à long terme ont eux aussi connu une réappréciation significative en France pour atteindre 3,22% (OAT à 10 ans), générant une « inversion de la courbe des taux », avec des taux courts supérieurs aux taux longs.

### CE NOUVEAU CONTEXTE CHANGE-T-IL LA DONNE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT DES TRÉSORERIES D'ENTREPRISES ?

Après près de 15 ans de taux BCE proches ou inférieurs à 1%, les trésoriers d'entreprises disposent aujourd'hui de nombreux leviers pour diversifier et dynamiser leurs investissements. Parmi ceux-ci, les supports

obligataires et les produits structurés. Dans le premier cas, on s'attachera à investir dans des obligations d'entreprises en vue de cristalliser un taux de rendement sur une maturité souhaitée.

L'investisseur ajustera son niveau de risque en calibrant la notation minimale souhaitée pour ses investissements. Dans le second cas, on privilégiera des solutions visant à tirer profit de la situation atypique liée à l'inversion de la courbe des taux évoquée précédemment.

### CHANGEMENT DE PARADIGME ÉCONOMIQUE POUR LES ENTREPRISES ET LES INSTITUTIONNELS

Depuis l'été 2022, la stratégie de la BCE a eu un fort impact sur le comportement de placement des entreprises et institutionnels. Ce contexte permet désormais de concilier sécurité,

liquidité et rendement : la forte hausse des taux courts et l'inversion de la courbe de taux permettent de bénéficier de rendements élevés sur des produits à capital garanti et ce, sans devoir mobiliser les fonds sur des maturités longues.

Cela est d'autant plus possible dans un contexte où le marché bancaire dispose de moins de liquidités (baisse des dépôts suite à la reprise de l'activité post Covid, remboursement des TLTRO...), ce qui incite les banques à rémunérer ces placements aux taux du marché.

De ce fait, les clients saisissent des opportunités d'arbitrages de leurs encours placés en moyen-long terme vers des placements à vue ou à court terme mieux rémunérés.

Au-delà de la rentabilité, le marché bancaire a élargi son offre aux placements *Green* permettant de répondre à ces nouvelles exigences extra-financières avec une forte prise de conscience environnementale ■




“LA FORTE HAUSSE DES TAUX COURTS ET L'INVERSION DE LA COURBE DE TAUX PERMETTENT DE BÉNÉFICIER DE RENDEMENTS ÉLEVÉS SUR DES PRODUITS À CAPITAL GARANTI”


## Association Jobstory

« une intelligence collective » au service des cadres de la métropole lilloise en transition pour un nouveau projet professionnel !

### Les talents

 Mallory UX designers

 Carole conseillère en prévention des risques

 Florian ingénieur en stratégie numérique

et d'autres professionnels offrent leurs services aux **Entreprises**.

Contactez-les via notre site [jobstory.co](https://www.jobstory.co)

Contactez l'Association par mail : [contact@jobstory.co](mailto:contact@jobstory.co)

**ALEXANDRE CHESQUIÈRE**  
AVOCAT ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

## QUELQUES ASSOUPPLISSEMENTS BIENVENUS

Tout d'abord, la procédure de reconstitution des capitaux propres a été modifiée. Pour mémoire, les capitaux propres des sociétés commerciales ne doivent pas être inférieurs à la moitié du capital social. A défaut, les associés devaient se prononcer sur la dissolution anticipée (ou non) de la société et régulariser dans un délai expirant à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue.

La loi du 9 mars 2023 a (i) allongé le délai de régularisation à quatre exercices comptables et (ii) permis aux sociétés, à l'issue du premier délai de deux ans, d'échapper à la sanction de la dissolution, même si leurs capitaux propres demeurent inférieurs à la moitié du capital social.

Dans ce cas, les sociétés concernées doivent réduire leur capital social en dessous d'un seuil fixé par décret, publié le 25 juillet 2023, et qui varie en fonction de la forme sociale de chaque société (pour les SARL et les SAS, 1% du total bilan constaté lors de la dernière clôture).

Par ailleurs, les règles relatives à la prorogation de la durée de vie d'une société ont également été assouplies. Pour mémoire, lorsque les associés oubliaient de proroger la durée de vie d'une société, celle-ci continuait son exploitation mais était considérée comme dissoute de plein droit. La situation devenait alors très complexe et la solution qui consistait à reconstituer ladite société pouvait avoir de lourdes conséquences fiscales.

Depuis 2019, le législateur permet de régulariser *a posteriori* puisque le Président du Tribunal, statuant sur requête à la demande de tout associé dans l'année suivant la date d'expiration de la société, peut constater l'intention des associés de proroger et autoriser la consultation à titre de régularisation dans un délai de trois mois (article 1844-6 du Code civil).

Se posait cependant la question de savoir « si l'intention des associés », telle que précisée par le texte, s'interprétait comme l'intention de tous les associés ou l'intention de la majorité des associés.

Par un arrêt du 30 août 2023, la Cour de cassation précise qu'il faut, dans ce cas, appliquer la règle de majorité indiquée dans les statuts pour statuer sur ladite prorogation. L'unanimité n'est donc pas requise si la règle de majorité n'est pas l'unanimité. Compte tenu du nombre de sociétés qui arrivent chaque année à échéance, cette modification législative et cette clarification étaient les bienvenues ■



**BRUNO PLATEL**  
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

## DROITS À CONGÉS PAYÉS ET MALADIE : UN REVIREMENT DE JURISPRUDENCE RETENTISSANT!

L'article L.3141-3 du Code du travail prévoit que le salarié a droit à un congé payé de deux jours et demi ouvrables par mois de travail effectif. Cette règle ancestrale est assortie d'un tempérament au bénéfice du salarié en accident du travail ou en maladie professionnelle dont l'absence est neutralisée pour le calcul de ses droits à congés payés, dans la limite d'une durée ininterrompue d'un an.

Sur un plan communautaire, la directive du 4 novembre 2003, telle qu'interprétée par la CJUE, prévoit que les absences pour maladie ne peuvent priver un travailleur de son droit à congés. Jusqu'à présent, la Cour de cassation estimait que la directive étant dépourvue d'effet direct, elle ne pouvait être invoquée devant les juridictions nationales.

C'est donc en se fondant sur la Charte des droits fondamentaux

de l'Union européenne que la Cour de cassation vient de faire évoluer sa jurisprudence par une série d'arrêts rendus le 13 septembre 2023.

Dans le premier arrêt, elle a estimé que les salariés en arrêt maladie doivent acquérir des congés payés, même si l'accident ou la maladie n'a pas d'origine professionnelle.

Dans un deuxième arrêt, la Cour considère qu'en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, la neutralisation de ces absences doit être effective

pendant toute la durée de la suspension du contrat de travail et pas simplement un an.

Un troisième arrêt précise que la prescription du droit à congés payés ne doit commencer à courir que lorsque l'employeur a mis le salarié en mesure d'exercer son droit en temps utile, ce qui pourrait permettre au salarié de revendiquer des rappels de salaire ou de droits à congés payés au-delà des trois dernières années, si l'employeur ne l'a pas informé de ses droits pendant ou à l'issue de ses arrêts maladie.

Au-delà de la difficile compréhension de la reconnaissance d'un droit à congés sans travail, on peut regretter l'effet systémique de cette jurisprudence qui a potentiellement vocation à s'appliquer à des arrêts maladie en cours, voire passés, alors que le Code du travail excluait et exclut toujours la durée des arrêts maladie pour le décompte du nombre de jours de congés payés.

Il y a donc urgence à ce que le législateur intervienne en premier lieu pour clarifier cette contrariété de la législation nationale aux normes communautaires et, le cas échéant, pour limiter cette solution aux quatre semaines de congés payés par an « garanties » par les textes européens, soit pour définir une règle claire limitant le droit du salarié au report de la prise de congés payés une fois les droits constitués ■



**“LES SALARIÉS EN ARRÊT MALADIE DOIVENT ACQUÉRIR DES CONGÉS PAYÉS, MÊME SI L'ACCIDENT OU LA MALADIE N'A PAS D'ORIGINE PROFESSIONNELLE”**

**ALEXIS ROQUETTE**  
DIRECTEUR ASSOCIÉ DE QUINTESSENS

## L'ENGAGEMENT, ÉVIDEMMENT !

La forte tension sur le marché des cadres, qui existe depuis plusieurs années et qui est projetée *a minima* jusqu'à 2030 en France, provoque des insomnies aux recruteurs, qu'ils se trouvent en entreprise ou en cabinet. Alors que les talents sont essentiels à son développement, l'entreprise se retrouve prise en étau entre les recruter, qui est tout sauf une sinécure, et les conserver.

Des talents qui, dans un marché de quasi plein emploi, peuvent être tentés de s'évader. Cela développe parfois des comportements mal appropriés des entreprises consistant à vouloir créer de la rétention à tout prix. Rétention finalement vaine, car elle se fait au détriment de l'engagement.

Bernard Coulaty, auteur du livre *L'engagement 4.0*, l'a parfaitement illustré.

La génération des X, dont je fais partie, peut parfois se sentir démunie face à la génération qui arrive sur le marché du travail et céder à l'idée que cette dernière est hermétique à la notion d'engagement. Or je suis, et je pense que nous sommes nombreux dans ce cas, entouré personnellement et professionnellement de nombre de vingta/trenta impliqués, efficaces et

endurants. Est-ce si différent des quadra/quinqa ? Il me semble que non. Dans une période où l'on parle de génération de *slashers*, d'obsolescence programmée (dans tous les sens du terme), de grande démission, de volatilité dans les comportements, l'engagement ne serait-il pas un combat perdu d'avance ?

J'ai la conviction que non, bien au contraire.

Alors plutôt que de se mettre en résistance, accompagnons la tendance et concentrons-nous sur trois éléments clés qui, à mes yeux, sont constitutifs de l'engagement.

### ÉLÉMENTS D'ENGAGEMENT

En premier lieu, l'alignement aux valeurs. Encore faut-il qu'elles existent et qu'elles soient incarnées et traduites en comportements. Cela demande une attention régulière, une

bonne compréhension et une exemplarité dans l'expression, notamment des équipes de direction. Ces valeurs doivent être suffisamment partagées en amont pour que les candidats et l'entreprise s'engagent en toute connaissance de cause.

Il est aussi nécessaire d'avoir un projet clairement exprimé, partagé par tous, et dont l'articulation permet de comprendre le niveau de contribution de chacun, qu'il se sente valorisé et investi. Un projet régulièrement revisité permet aussi d'en garantir vigueur et perspectives. Enfin, et naturellement, un contexte favorable au développement professionnel, qui permet à chacune de pouvoir s'inscrire dans un parcours où il progresse et développe à la fois ses *hard*, *mad* et *soft skills*. Il y a plus de satisfaction et d'importance à

accompagner l'engagement des collaborateurs plutôt qu'à tenter de les retenir dans une forme d'incantation. L'engagement ? Evidemment ! ■



**"CES VALEURS DOIVENT ÊTRE SUFFISAMMENT PARTAGÉES EN AMONT POUR QUE LES CANDIDATS ET L'ENTREPRISE S'ENGAGENT EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE"**

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR [WWW.ECO121.FR](http://WWW.ECO121.FR) |

INTE 03 55 03 21 05

## Bulletin d'abonnement

**OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :**

- 1 an (10 n°) au prix de 69€
- 2 ans (20 n°) au prix de 109€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

### Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ / ORGANISATION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_



**éco 121**  
ECOPRESSE - PARC RIVÉD  
300 RUE DE LILLE  
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE



## TRIPOSTAL PRIVÉ

La Vanhaerents Art Collection est « forte, engagée mais aussi empreinte de lumières », d'après Lille3000. Dans le cadre de ses invitations aux grandes collections, l'association accueillera à l'automne tout un éventail d'œuvres contemporaines (peintures, sculptures, photographies...), réunies par le collectionneur belge Walter Vanhaerents et ses enfants. Cette collection privée, considérée parmi les plus prestigieuses au monde, sera exposée à travers « Au bout de mes rêves », sur trois étages, au Tripostal à Lille, dès le 6 octobre.

Jusqu'au 14 janvier 2024. Du mercredi au dimanche  
[lille3000.com](http://lille3000.com)  
 03 28 52 30 00

©Art Collection  
 ©Galerie Bacqueville



## PREMIÈRE GALERIE

La lyonnaise multi-disciplinaire Gaëlle Goth présentera son univers cet automne à la galerie Bacqueville. Pour sa première exposition personnelle, l'artiste a choisi de mettre en lumière « Trouble with doubles », une série de portraits en peinture acrylique sur toile. Avec un cadrage resserré, les portraits de Gaëlle Goth attirent l'attention sur l'expression des personnages. Tantôt impassibles, tantôt vulnérables.

Du 20 octobre (vernissage dès 19h) au 18 novembre

Du mardi au samedi. 15h - 19h

[www.galeriebacqueville.com](http://www.galeriebacqueville.com) - 06 99 69 04 04 - [contact@galeriebacqueville.com](mailto:contact@galeriebacqueville.com)  
[www.atelierlyriquedetourcoing.fr](http://www.atelierlyriquedetourcoing.fr)

## LELOUCH EN CINÉ-CONCERT

L'auditorium Henri Dutilleux de Douai accueillera un ciné-concert symphonique le 24 octobre en hommage à Claude Lelouch, à l'occasion de ses 85 ans. L'Orchestre de Douai, dirigé par Vahan Mardirossian et Ralph Sziget, proposera une immersion dans l'univers du cinéaste au travers d'un ensemble construit à partir de 24 longs métrages.

24 octobre à 20h30 à l'auditorium  
 H. Dutilleux de Douai  
 De 15 à 30€

[www.orchestre-douai.fr](http://www.orchestre-douai.fr)

Autre date : le 3 décembre à 16h  
 au Zénith de Lille



## ULYSSE À BORD

Le chorégraphe contemporain Jean-Claude Gallotta présentera au Bateau Feu de Dunkerque son mythique ballet blanc Ulysse créé en 1981 et revisité tous les dix ans. Portés, arabesques, traversées du plateau ou petits gestes décalés. Dix interprètes vêtus de blanc reprendront cette odyssée dansée avec fougue et énergie sur scène le mardi 17 octobre.

A 20h. 1h15. 10€

[www.lebateaufeu.com](http://www.lebateaufeu.com)



## EN SYMPHONIE

Cet automne, l'ONL accueillera le lauréat du concours international "Reine Elisabeth 2017", le violoncelliste Victor Julien-Laférière. Lors d'un concert prévu le 12 octobre au Nouveau Siècle, ce dernier interprétera le concerto du lillois Edouard Lalo. Également au programme, Ma mère l'Oye de Ravel et la Symphonie n°2 de Beethoven, sous la direction de François Leleux.

Le 12 octobre à 20h à l'Auditorium  
 du Nouveau Siècle  
 De 6 à 48€  
[www.onlille.com](http://www.onlille.com)



©Ugo Ponte

©Gry Delahaye



## DE STRASBOURG À SARS-POTERIES

Il y a trois ans, la sculptrice strasbourgeoise de pâte de verre Michèle Perozeni annonçait vouloir faire don de certaines de ses œuvres au MusVerre. Avec l'exposition « Mémoire Vive », une sélection de 18 pièces illustre le cheminement de l'artiste. Ainsi que les multiples facettes de la vie naturelle.

Jusqu'au 7 janvier 2024.

Fermé le lundi

6€/4€ [musverre.fr](http://musverre.fr) - 03 59 73 16 16

©MusVerre / MP



## DANS LA TOMBE

De tout temps, les hommes ont porté une attention particulière à leurs morts. Des plus vieilles tombes à celles d'aujourd'hui, la complexité et la diversité des relations entre les vivants et les morts semblent infinies. A la Maison de l'Archéologie de Dainville, les visiteurs sont invités à mettre un pied dans la tombe, au côté d'un archéo-anthropologue, pour comprendre et restituer les comportements des sociétés du passé face à la mort.

A la Maison de l'Archéologie du Pas-de-Calais, à Dainville  
Jusqu'au 16 juin 2024. Du mardi au vendredi, de 14h à 18h  
Gratuit

Infos : [archeologie.pasdecals.fr](http://archeologie.pasdecals.fr) - 03 21 21 69 31

# Le goût d'ÉCO121

COMME TOUS LES MOIS, DIDIER NICOLAS POSE SON REGARD INDÉPENDANT SUR UN ÉTABLISSEMENT DE LA RÉGION. DE MOIS-CI, LA BRASSERIE DUFOUR, À LILLE.



## A peine ouverte, la Brasserie Dufour affiche une belle maîtrise

Une nouvelle adresse pour  
une nouvelle ambition,  
mettre en valeur une cuisine  
classique bien venue.



En haut de la joyeuse rue de Gand, sur la placette du même nom, à l'emplacement d'une maison d'un autre temps avec poêle à charbon et courette, Thierry et Claire Dufour ont ouvert, le 4 septembre, une brasserie à la parisienne, chic et décontractée. Une attention particulière a été portée au confort du mobilier dont les jolies tables en chêne clair avec incrustation de marbre ont été dessinées par Claire, au bar à manger pour une assiette sur le pouce, à l'ambiance lumineuse (appliques murales et lustres en verroterie) et acoustique (plafond absorbant).

Le chef trentenaire a débuté son apprentissage avec Eric Delerue à Laventie, puis après quelques années dans la gourmande Alsace, il s'est perfectionné chez des chefs de renom, Georges Blanc près de Lyon, Marc Meneau en Bourgogne, Serge Vieira dans le Cantal, Christophe Bacqué sur la Côte d'Azur. Avant de faire l'ouverture du Cerisier à Lille avec Eric Delerue.

Lecteur du grand Escoffier, il a pour ambition, hors des chemins battus, non de réinventer la cuisine, mais de proposer, avec une technique juste, des

plats classiques de la grande cuisine française, aujourd'hui délaissés.

Sa carte est courte, 5 entrées, 6 plats, 3 à 4 accompagnements, 4 desserts ; elle varie selon le marché, avec pour principe constant une viande, un poisson, un abat et, à la saison, un gibier. Elle a aussi le goût judicieux de proposer un lexique des appellations techniques.

Passons à table. En entrées, le pâté en croûte Richelieu est d'une croûte fine et légère, l'appareil au foie gras, pistache, essence de truffe, broyé un peu fin à notre goût. Les escargots ont le bon goût terreux et la farce hachée comme il faut, la salade Muguette, chicorée, céleri, pomme, tomate, liée à la mayonnaise, est excellente pour l'ouverture de l'appétit comme les huîtres.

En plats, un copieux et très tendre chateaubriand financière (jus de bœuf, madère, essence de truffe) parfait pour l'amateur de viande (300g!), sinon le tournedos à la chartres (estragon) fait bien l'affaire avec ses 150g. La caille à la normande (crème et pomme) est servie en cocotte de cuivre, désossée et farcie, l'aile de raie à la grenobloise (câpres) couvre bien l'assiette, et aussi un foie de

veau à la lyonnaise (à l'oignon braisé). Tout cela, servi avec de petits artichauts barigoule ainsi que des croustillantes et melleuses croquettes de pommes de terre, ne nous a pas ennuyés, au contraire. Quant aux desserts, ils sont à la hauteur, le Royal (appelé aussi Trianon), alternance de chocolat, praline et biscuit, le clafoutis aux pruneaux, réalisé à la commande, servi tiède dans une cassolette de cuivre sont d'une grande finesse. La carte des vins est sur le même principe, courte et bien choisie, avec un premier prix à 20€ et un châteauneuf-du-pape à 88€, Sancerre à 27€ pour ne citer que cela. Au verre, le côtes-du-rhône, Réserve de Perrin, a du nez, du corps, de la mâche, le saint-nicolas de bourgueil est plus discret.

Trois bières pression Castelain Grand cru, PVL, Bonne pioche sont en alternative. La salle contient une cinquantaine de couverts dont une grande table ronde à l'écart devant la cuisine. Il est recommandé de réserver.

**Didier Nicolas**

**LA BRASSERIE DUFOUR**  
Menu 28€, 32€ Carte 32€-56€  
2 place de Gand Lille  
03 28 05 37 27  
www.brasserie-dufour.fr  
Fermé mercredi  
ouvert de 11h30-14h  
et 18h30-22h  
dim 11h30-14h30



# ACCORDER AMBITION ET ALTRUISME.

**PARADOXAL,  
VRAIMENT ?**

---

Pas vraiment selon le dernier baromètre de l'EDHEC NewGen Centre : **8 étudiants sur 10 en école de management choisiront leur futur emploi en fonction de son impact sociétal.** Ce centre d'expertise interroge chaque année plusieurs milliers d'étudiants et suit au plus près les aspirations professionnelles des jeunes générations. L'EDHEC est ainsi idéalement positionnée pour accompagner au mieux les talents de demain, ce que le Financial Times n'a pas manqué de souligner en la classant **n°1 en France pour son accompagnement carrière.**

*Make an impact\**

\*Agissez sur le monde.



# POUR EXPORTER VOTRE SAVOIR-FAIRE



## VOUS POUVEZ COMPTER SUR LE NÔTRE.

Pour développer votre entreprise au-delà des frontières,  
vous avez besoin des expertises d'un grand groupe bancaire  
et la réactivité d'une banque ancrée en région.

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT  
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



NORD DE FRANCE  
ENTREPRISES